

# RAPPORT FINANCIER EXERCICE 2017

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

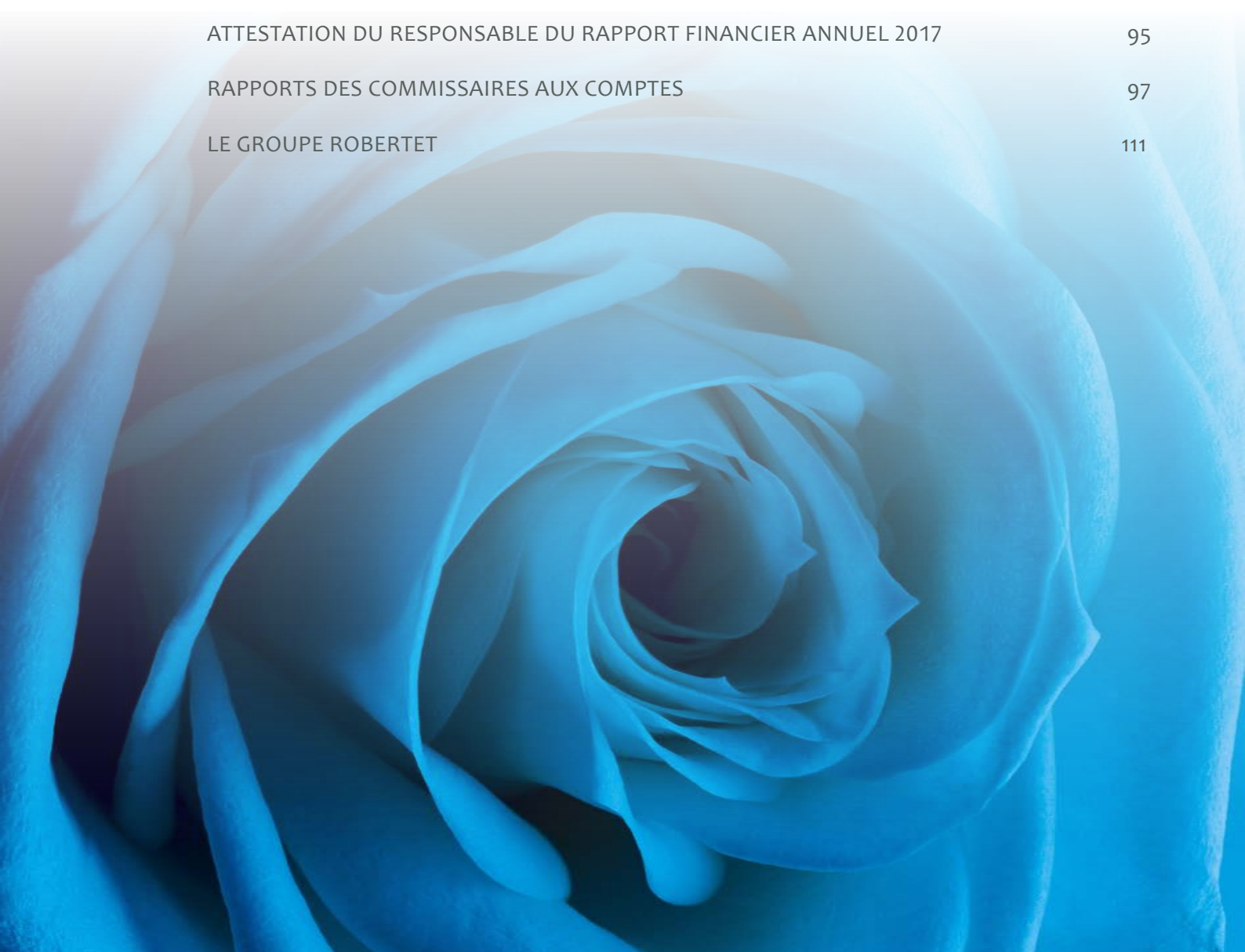


ROBERTET

## S O M M A I R E

---

|   |     |
|---|-----|
| RAPPORT DE GESTION  | 3   |
| COMPTES CONSOLIDÉS  | 17  |
| COMPTES SOCIAUX   | 62  |
| RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE                    | 85  |
| ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2017 | 95  |
| RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES                       | 97  |
| LE GROUPE ROBERTET  | 111 |



# RAPPORT DE GESTION

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

---



---

ROBERTET

## RAPPORT DE GESTION 2017

2017 aura été une année de plein accomplissement des objectifs du Groupe qui aura bien dépassé les 500 millions d'euros de chiffre d'affaires avec une croissance plus forte des résultats.

Plus que jamais, il y a lieu d'attribuer cette régularité de performances à la juste stratégie de Robertet, fondée sur sa spécialisation dans le domaine des produits aromatiques naturels héritée d'une longue histoire de gestion cohérente et d'enrichissement permanent de ses connaissances.

L'année 2017 aura également été celle pendant laquelle se sont construits de nombreux projets toujours dans le core business du Groupe.

Ainsi, la nouvelle Division, Robertet Health and Beauty évolue favorablement, même si elle est encore d'importance modérée mais dans un secteur à haute valeur ajoutée. Les bases d'une saine croissance sont bien en place.

La Division Matières Premières naturelles a connu une croissance significative de 10,6% avec des performances assez spectaculaires aux Etats Unis sur des marchés encore inconnus, il y a à peine quelques années.

De très bons résultats de cette division dans des pays comme la Chine démontrent qu'elle joue à plein son vecteur de différenciation sur des produits innovant tout en maintenant et développant sa présence assidue et permanente auprès de clients de l'industrie de la Parfumerie les plus prestigieux.

Tout ceci va avec le renforcement de son pôle de produits biologiques et les investissements du Groupe pour un sourcing adéquate et pour la traçabilité totale des produits promus.

Cette recherche de croissance se retrouve également dans la Division Parfumerie en recherchant systématiquement les nouveaux clients/nouveaux produits. La progression de ses ventes de plus de 12% est un bon résultat dans un secteur difficile où Robertet a des clients internationaux des plus importants dont les exigences sont en constante augmentation.

A noter que l'industrie dans son ensemble a connu une menace sérieuse sur l'approvisionnement de molécules clés de la Parfumerie suite à l'incident de production BASF. Il semble que la situation soit en voie d'amélioration même si elle a eu un incontestable caractère inflationniste et un impact sur les marges des Compositions.

La Division Arômes a eu des performances inférieures à celles du Groupe, essentiellement due au fait que l'activité américaine soit très largement tournée vers l'industrie des boissons sucrées qui traverse une phase de ralentissement et dont les principaux acteurs de l'industrie alimentaire ont mis en place des plans de réduction de coûts importants. C'est sans doute pour la première fois que la filiale américaine est en baisse, même modérée (moins 2,2%).

Par contre, la Division Arômes à Grasse a réalisé des ventes en progression de 12%.

Le développement sur les marchés asiatiques a été rapide et en lien avec les investissements prioritaires réalisés sur cette zone , même si cela ne peut se faire sans une assise solide dont dispose Robertet sur les principaux marchés mondiaux que sont l'Europe occidentale et les Etats Unis , qui regroupent les principaux centre de développement et de décision des clients les plus importants et où sont localisés la majeure partie des actifs de Robertet , sa recherche et son management mais également ses ressources financières et centres de profits .

Les budgets d'investissements élevés sur ces pays en sont une illustration.

De même, la répartition mondiale du chiffre d'affaires consolidé en témoigne. L'Europe demeure prépondérante avec 35% du chiffre d'affaires, les États-Unis sont à 31%, l'Asie à 18%, l'Amérique Latine et du sud à 11% et la zone Moyen Orient - Afrique à 5%.

**ROBERTET GRASSE**, société mère du Groupe détient la totalité de ses participations et demeure le principal centre de ressources industrielles et de Service .

Son chiffre d'affaires s'est établi à 182 millions d'euros en progression de 10%, en grande partie sur des marchés matures .

La Division Matières Premières est en hausse de 11%, la Parfumerie de 5% et les Arômes de 12%.

Les comptes sociaux révèlent un haut niveau de performances et une forte croissance des résultats retraités en mode consolidation soit à un rythme sensiblement plus rapide que les autres sociétés du Groupe.

Les coûts sont bien maîtrisés et les investissements de croissance, prélevés sur la trésorerie sont à un très haut niveau.

**CHARABOT**, Ses résultats viennent après une année 2016 en très forte progression . Son chiffre d'affaires est en légère augmentation avec la croissance de sa division Arômes mais aussi avec le remarquable complément qu'elle apporte au Groupe dans le domaine des produits Naturels .

A compter de 2018, une nouvelle étape de rapprochement sera entreprise allant jusqu'à la fusion totale de ses activités dans Robertet SA Grasse, en recherchant de nouvelles synergies pour bénéficier de la complémentarité de ses activités avec celles de Robertet, tout en préservant ses acquis mais également en simplifiant les structures et les procédures du Groupe.

Robertet a finalisé le 22 Décembre 2017, comme cela avait été programmé et pacté initialement, la dernière étape de rachat de Charabot , portant sa participation à 100% de son capital . Ceci conclut une transaction assez exemplaire sur bien des points.

## EUROPE

**ROBERTET Angleterre** enregistre une belle hausse de ses ventes de 15% en Livres Sterlings. Par contre la forte dépréciation de cette monnaie a motivé une baisse de ses marges produits, la rentabilité opérationnelle s'étant toutefois maintenue.

Son activité en Afrique anglophone a progressé ce qui est en ligne avec les objectifs du Groupe sur cette zone géographique prometteuse.

**ROBERTET Espagne** réalise un chiffre d'affaires en forte croissance (+27%) en Parfumerie, d'abord, mais aussi en Aromes accompagné d'une belle rentabilité.

**ROBERTET Suisse** obtient un taux de croissance qui n'avait pas été vu depuis longtemps notamment en Parfumerie.

**ROBERTET Allemagne** a fait l'objet d'investissements commerciaux ces dernières années mais nous sommes encore en retrait par rapport aux objectifs qui lui ont été assignés pour cet important marché .

**SAPAD**, spécialisé dans les produits biologiques a une réelle crédibilité dans ce domaine très bien exploitée en liaison avec la division matières premières du Groupe. En outre, elle réalise une croissance spécifique et rentable de 10% de son chiffre d'affaires.

**HITEX**, société détenue à 50% avec le groupe Codif travaille sur les technique d'extraction du CO2 supercritique, est gérée de manière indépendante avec des résultats positifs.

**BIONOV**, branche de Robertet Health and Beauty et spécialiste de la SOD issue des melons est dans son plan de charge à long terme

## ÉTATS-UNIS

Le chiffre d'affaires des filiales américaines représente 31% du total Robertet même si ce chiffre a tendance à s'éroder ces dernières années. Il demeure qu'elles ont une action globale indispensable pour assurer la croissance auprès des principaux clients internationaux et pour des zones géographiques importantes comme le Brésil. Elles contribuent, aussi, de manière significative aux bénéfices du Groupe tout particulièrement la société d'arômes.

**ROBERTET INC.** a obtenu de très bons résultats en 2017 poursuivant la remarquable mutation de sa gamme de produits naturels , tout en restant strictement dans le core business de Robertet . Elle se situe tout au centre de la démarche engagée depuis deux ans du One Robertet pour tirer parti des complémentarités à l'échelle du Groupe, principalement autour des produits naturels.

Tout ceci contribue à d'excellents relais de croissance nécessaires à l'avenir de Robertet.

**ROBERTET FRAGRANCES** présente un chiffre d'affaires en augmentation de 10% tout en consacrant une grande partie de ses ressources pour la gestion des projets globaux en liaison avec les clients internationaux.

L'interprétation des résultats de la filiale doit tenir compte de cet état de fait. Le centre de New York est très actif et produit de bons résultats.

**ROBERTET FLAVORS** a toujours été extrêmement précieuse pour Robertet par son dynamisme commercial rayonnant sur le Groupe et sa belle rentabilité mais aussi son positionnement unique auprès des grands groupes alimentaires américains, principalement dans le domaine des boissons, s'affirmant vis-à-vis de ce marché comme le spécialiste mondial des produits naturels utilisés à destination des Aromes.

Son chiffre d'affaires 2017 est toutefois un peu décevant en baisse de 2% (106 millions de dollars).

## AMÉRIQUE LATINE

Robertet y dispose de quatre filiales au Brésil, au Mexique, en Argentine et en Colombie sur une zone en croissance dans la stratégie du Groupe, mais où les désordres monétaires rendent difficile la progression des marges et des bénéfices.

**ROBERTET BRÉSIL** évolue dans un pays à fort potentiel et stratégique pour de nombreux groupes, notamment américains attirés par la fièvre consommatrice des Brésiliens.

Robertet y obtient, depuis quelques années d'excellents résultats, principalement en Parfumerie, tout en étant conscient qu'ils sont fragiles dans un pays historiquement instable, ayant des coûts élevés et une bureaucratie envahissante.

Son chiffre d'affaires de 2017 a été en croissance de 16% en real et le bénéfice de la filiale représente, à lui seul, près de 13% de ceux du Groupe.

Ceci justifie largement le nécessaire investissement d'envergure planifié sur des locaux industriels correspondant à ses besoins.

Un terrain d'ores et déjà été acquis et financé et l'usine devrait être opérationnelle au premier semestre 2019. La mise de fonds totale sera de 10 millions d'euros ce qui devrait contribuer à l'accélération du développement de la filiale.

**ROBERTET Mexique**, dans un contexte économique politique très difficile, a réussi à maintenir son niveau d'activité mais les résultats financiers sont en baisse du fait de l'érosion des marges et des pertes financières dues à la forte dévaluation du peso.

Sa situation demeure néanmoins saine et bien équilibrée.

**ROBERTET Argentine** évolue dans un environnement de crise économique permanent qui obère ses capacités de croissance et pénalise son activité opérationnelle au quotidien.

Ses résultats sont toutefois corrects et des investissements limités sont en cours pour bénéficier du redressement envisagée de son économie.

**ROBERTET Colombie**, filiale jeune de seulement deux ans d'existence, est opérationnelle. Cependant ses débuts sont difficiles, enregistrant des pertes supérieures aux prévisions qui motivent un amortissement du fonds de commerce accéléré pour la somme de 700K euros. Ceci ne remet pas en cause, pour l'instant notre volonté d'être présent de manière significative dans ce pays qui recèle beaucoup de ressources.

## ASIE

Cette zone, qui a fait l'objet de beaucoup d'attentions ces dernières années demeure prioritaire, Robertet entendant y atteindre un minimum de 25% de son activité à court terme contre 18 % actuellement.

**LA CHINE** La filiale qui détient un site industriel, 100% Robertet à Pékin et des annexes commerciales et de Développement à Shanghai et à Canton, aussi bien en Parfumerie qu'en Aromes est bien armée pour poursuivre une progression soutenue de son activité.

L'année 2017 aura été particulièrement bonne, avec une croissance des ventes de 39%, principalement axée sur des produits naturels à haute valeur ajoutée différenciants et innovants .

**L'INDE** est également en bonne progression, surtout en Parfumerie, tirant parti de l'acquisition finalisée en mai 2017 de Robertet Goldfield, à 60% dans un premier temps, les 40% restants étant prévus entre 3 et 5 ans maximum.

Cette société a été consolidée par intégration globale.

Son centre commercial et de création de Bombay, sa nouvelle usine de Goa et le soutien de Grasse sont autant de facteurs lui permettant de concourir avec les meilleurs atouts par rapport à la concurrence .Il est attendu un développement rapide en 2018.

Il faut aussi noter le caractère rentable de cette croissance en Chine et Inde.

### **ROBERTET ASIA** (Singapour )

L'implantation de Robertet est pleinement opérationnelle en Parfumerie, dont les résultats sont déjà très probants, et en Arômes avec l'acquisition et la mise en service d'une unité de production.

Cette filiale rayonne sur l'ensemble de la zone , tout d'abord au Vietnam où le Groupe détient une belle part de marché , l'Indonésie , incontournable et en forte croissance , la Thaïlande , la Malaisie et les Philippines . Tous ces pays bénéficient ainsi d'un service de proximité efficace.

**ROBERTET JAPON** qui bénéficie d'une implantation très ancienne de Robertet et de Charabot, avec une réputation établie de produits de haute qualité et de haut de gamme affiche une progression de 8% pour 2017



## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le Groupe a réalisé un bon exercice 2017 poursuivant une tendance solide et haussière.

Son chiffre d'affaires est de 504,4 millions d'euros en progression de 7,7% avec un effet de change quasi négligeable.

Le bénéfice net ressort à 48,7 millions d'euros contre 41,8 millions en 2016, soit une augmentation de 16,6%.

Toutefois, quelques facteurs exceptionnels ayant un effet booster sur ces chiffres doivent être notés :

- Impôts différés diminués en France et aux États Unis du fait de la réduction programmée de leurs taux d'imposition. L'impact, pour 2017 est un profit de 1,2 millions d'euros en France et de 1,35 millions de dollars aux USA.
- Plus-value dégagée sur la vente de notre immeuble de la rue du Colisée, en début d'année d'un montant de 4 millions d'euros brut
- Perte Colombie et amortissement de son fonds de commerce avec un impact négatif de 2 millions d'euros.

Hors ces éléments exceptionnels non récurrents, le bénéfice de 2017 serait en croissance de 12%, comme l'EBITDA qui est de 85,2 millions d'euros contre 76,2 millions en 2016.

Les sociétés Européennes contribuent pour 60% à ces résultats consolidés alors que les États-Unis en représentent 22% et l'Amérique Latine 13%.

Cette hausse des bénéficiaires s'accompagne d'une situation enviable des équilibres financiers du Groupe, quasiment sans dette malgré la hausse des besoins en fonds de roulement et le niveau élevé d'investissements.

Sur cette base, le conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale du 6 juin 2018 la distribution d'un dividende majoré de 13%, de 5,2 euros par titre qui représente un pay out de 25%.

## PERSPECTIVES 2018

Le chiffre d'affaires du premier trimestre est de 133,4 millions d'euros stable par rapport à l'année dernière mais en augmentation de 7,9% à taux de change constant.

Cette différence entre le taux réel et le taux constant devrait s'atténuer au cours du deuxième semestre.

Les sociétés américaines ont une croissance plus rapide, Robertet Grasse et la SAPAD présentent une belle augmentation ainsi que l'Inde et la Chine. Le Brésil est en retrait et le Mexique en légère diminution.

Les budgets 2018 sont particulièrement difficiles à établir compte tenu de l'incertitude et de la dangerosité du monde dans lequel nous vivons et des conséquences possible de la situation politico financière.

Ceci ne motivera pas de ralentissement des investissements du Groupe.

L'objectif pour 2018 serait d'obtenir une progression du chiffre d'affaires de 5% à taux de change constant, ce qui serait un solide résultat après plusieurs années de croissance soutenue.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### PRINCIPAUX INDICATEURS en milliers d'euros

|   | 2017          | 2016          | variation     |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Chiffre d'affaires                      | 504 398       | 468 288       | 7,71%         |
| Excédent brut d'exploitation ( Ebitda ) | 85 153        | 76 197        | 11,75%        |
| Résultat courant                        | 67 210        | 59 584        | 12,80%        |
| <b>Résultat net ( part du Groupe )</b>  | <b>48 536</b> | <b>41 640</b> | <b>16,56%</b> |
| Capitaux propres part du groupe         | 364 506       | 345 893       | 5,38%         |
| Trésorerie courante nette (*)           | -22 625       | -23 074       | -1,95%        |
| Actifs courants - Passifs courants      | 265 206       | 226 703       | 16,98%        |

(\*) Trésorerie nette = trésorerie et équivalents de trésorerie + autres actifs financiers courants – dettes financières

## PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

### ORGANISATION

Dans le Groupe Robertet, la réduction du nombre de niveaux hiérarchiques, l'existence de circuits de décision courts avec un rattachement direct des niveaux opérationnels à la Direction Générale, associés à des valeurs d'entreprises largement diffusées dans toutes les entités du Groupe et une volonté d'amélioration continue des processus opérationnels, sont le gage d'un environnement de contrôle fort et fiable.

Les activités de contrôle sont menées à tous les niveaux hiérarchiques et fonctionnels du Groupe.

Le contrôle interne est donc organisé dans la perspective de contribuer notamment à l'assurance que les comptes sociaux et consolidés reflètent de façon sincère et objective le situation patrimoniale du Groupe et fournissent une appréciation raisonnable des risques éventuels de toute nature auxquels il est susceptible de faire face qui pourraient nuire à la réalisation des objectifs assignés au contrôle interne.

### OBJECTIFS ET MOYENS

La politique définie vise à satisfaire aux exigences légales et à assurer un suivi aussi homogène, systématique et formalisé que possible des risques encourus. Cette démarche associe les responsables opérationnels sans alourdir les modes de fonctionnement internes au Groupe.

Le suivi des risques s'inscrit dans le cadre des reportings (sécurité, social et environnemental, comptable et financier)

Une cartographie des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe a été établie et est revue annuellement.

Il s'agit :

- de recenser les principales sources de risques identifiables, internes ou externes.
- d'évaluer selon une échelle qualitative la criticité de ces risques en prenant en compte leur impact potentiel, la probabilité d'occurrence et le degré de maîtrise pour les divers événements les constituant.

En ce qui concerne les processus d'élaboration des informations financières publiées, des procédures spécifiques sont mises en œuvre, incluant principalement :

- Un système standardisé de reporting financier et de consolidation qui permet d'établir les états financiers suivant les principes du Groupe.
- Un processus formalisé de remontée et d'analyse des autres informations publiées dans les documents de référence du Groupe.

La responsabilité de la mise en œuvre de ces procédures incombe aux Directions Financières de chacune des entités du Groupe.

La Direction Générale ainsi que la Direction Financière du Groupe effectue régulièrement des visites dans les filiales opérationnelles pour suivi des performances, procédures, audits de sujets ponctuels, mise en place ou suivi de plans d'actions.

## **FACTEURS DE RISQUES**

Le comité d'audit a mis en place une cartographie des risques potentiels encourus par l'entreprise qui est revue chaque année.

Les risques pouvant avoir des conséquences sensibles sur la bonne marche du Groupe ou nécessitant des actions spécifiques sont principalement les suivants :

### **RISQUES LIES AU SECTEUR D'ACTIVITE DU GROUPE**

#### **Approvisionnement**

Un certain nombre de matières premières, limité, ont des sources d'approvisionnement difficilement diversifiables, pouvant engendrer des tensions sur les prix ou les quantités disponibles.

La Direction des Achats s'attache à mettre en place des contrats d'approvisionnement avec les producteurs afin de maîtriser les prix et fiabiliser les quantités et à chercher à diversifier au maximum ses sources.

Le Groupe a par ailleurs noué des partenariats long terme avec des producteurs locaux de matières premières sensibles dans une démarche de développement durable et de maîtrise de la qualité des produits, des quantités produites et de leur prix.

#### **Réglementation**

Dans un environnement législatif de plus en plus contraignant, notamment au niveau de la CEE, le Groupe doit chaque année renforcer ses moyens, humains essentiellement, pour satisfaire aux contraintes imposées

à la profession tant en terme de traçabilité, que de recherche ou mise au point de nouveaux produits devant se substituer à ceux devenus proscrits.

Également, le règlement REACH qui impose un nouveau système d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques demandant aux fabricants, aux importateurs et aux utilisateurs en aval de veiller à fabriquer, mettre sur le marché ou utiliser des substances qui n'ont pas d'effets nocifs pour la santé humaine et l'environnement induit lui aussi la mise en place de moyens de plus en plus conséquents et pourrait éventuellement occasionner des ruptures d'approvisionnement pour des produits non enregistrés.

## **RISQUES LIES AUX RESSOURCES HUMAINES**

Robertet a pour politique de laisser aux filiales et à leurs dirigeants une grande autonomie dans la mise en œuvre des décisions du Groupe. Ces dirigeants étant par ailleurs en place, pour la plupart, depuis des décennies ils sont devenus au sein de ces entités ce qu'il convient d'appeler des hommes clef dont la vacance subite pourrait être préjudiciable aux filiales en question.

S'agissant des remplacements programmés, ceux-ci sont suffisamment anticipés pour que le passage de relais se fasse dans les meilleures conditions et pour que le successeur du partant soit complètement opérationnel le moment venu.

## **RISQUES FINANCIERS**

### **Risque de change**

Une part prépondérante des ventes du groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro telles que le dollar US, la livre sterling, le yen, le réal, et le peso mexicain ou argentin. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, n'induisant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Les entités du Groupe qui sont exposées à un risque de change, principalement la société mère qui achète et vend en dollars, pratiquent une politique de couverture de ce risque avec pour objectif exclusif la couverture des risques générés par l'exploitation et le maintien des niveaux de marge brute opérationnelle. Aucun des produits de couverture utilisés ne peut être considéré comme présentant un caractère spéculatif.

L'exposition relative aux couvertures de change est donnée dans l'annexe aux comptes, note 11.

### **Risque de taux**

Sur les 89.4 millions d'euros d'emprunts du Groupe, il subsiste un risque de taux sur 8.8 millions d'emprunts à taux variable. Le détail des emprunts est fourni en note 9 de l'annexe aux comptes.

### **Risque sur actions**

Au 31 décembre 2017 le bilan du Groupe fait ressortir un poste trésorerie et équivalents trésorerie de 90 millions d'euros (93 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement représentées par des SICAV monétaires investies en titres de maturité très courte et ne présentant pas de risque en capital.

Conformément aux règles comptables en vigueur, ces instruments sont évalués à leur valeur de marché, très proche de leur valeur comptable.

### **Risque de liquidité**

Le Groupe dispose d'une trésorerie courante largement excédentaire et n'utilise jamais plus de 20 % des autorisations de découvert qui lui ont été octroyées.

### **Risque Client**

Le Groupe a une politique drastique du poste clients. Dès lors qu'un client est identifié comme pouvant présenter un risque de défaillance les moyens de paiement mis en place sont sécurisés et les encours limités. Ce poste est par ailleurs couvert par une assurance crédit pour une très grosse partie de l'encours. La partie non couverte n'est afférente qu'à des pays exclus de la garantie.

### **Risque pays**

La société procède régulièrement à une évaluation de son exposition au risque pays. Aucune défaillance significative en matière de règlement n'est intervenue au cours de ces dernières années dans un pays identifié comme potentiellement risqué.

## **RISQUES ENVIRONNEMENTAUX**

Le Groupe fait usage de substances qui peuvent présenter des risques sanitaires, d'incendie ou d'explosion, d'émissions ou de rejets au cours des différentes phases du processus de production pouvant porter atteinte aux hommes, aux biens ou à l'environnement.

La sécurité et la protection de l'environnement est donc une préoccupation permanente du Groupe qui va au-delà des mesures prescrites par les lois et réglementations en vigueur dans les pays dans lesquels le Groupe opère.

### **Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice**

À notre connaissance, il n'est survenu aucun évènement depuis la date de clôture des comptes susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

### **Recherche et développement**

La société consacre de façon permanente environ 8% de son chiffre d'affaires aux actions de recherche, création et développement.

La société mère a bénéficié en 2017 de 1 047 000 euros au titre du crédit d'impôt recherche.

### **Répartition du capital, contrôle et actions d'autocontrôle**

Le capital est composé de 2 302 545 valeurs mobilières réparties entre 2 158 929 actions et 143 616 certificats d'investissement dont il est rappelé que ces derniers ne jouissent pas du droit de vote.

Il n'existe aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts de titres.

Il n'existe aucun programme de rachat de ses titres par la société pas plus qu'il n'existe de titres en auto-contrôle.

les actions détenues au nominatif depuis plus de cinq ans bénéficient d'un droit de vote double.

La répartition du capital est la suivante :

|                                  | % du capital   | % droits de vote simples | % droits de vote totaux |
|----------------------------------|----------------|--------------------------|-------------------------|
| Groupe Familial MAUBERT          | 46,92%         | 53,13%                   | 67,34                   |
| FIRST EAGLE Actions              | 22,87%         | 18,62%                   | 12,93%                  |
| International Value advisors LLC | 6,98%          | 6,98%                    | 4,85%                   |
| Autres                           | 23,23%         | 21,27%                   | 14,88%                  |
| <b>TOTAUX</b>                    | <b>100,00%</b> | <b>100,00%</b>           | <b>100,00%</b>          |

### Participation des salariés au capital social

Dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, il est détenu par les salariés 0.54 % du capital et 0.70 % des droits de vote.

### Conditions de conservation des actions attribuées gratuitement

L'attribution des actions gratuites à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition, dont la durée minimale est fixée à un an. A l'expiration de cette période les actions seront définitivement attribuées à leurs bénéficiaires, mais seront incessibles et devront être conservées par ces derniers durant une période minimum de deux ans.

Les actions gratuitement attribuées aux mandataires sociaux de la Société devront être conservées par ces derniers, au nominatif, pour au moins un tiers d'entre elles, jusqu'à la cessation de leurs fonctions, la cession desdites actions étant interdite avant cette date.

### Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la société

Il n'y a eu aucune opération de faite par les dirigeants sur les titres de la société en 2017.

### Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration, propose de fixer le dividende par action à 5,20 euros,

La proposition d'affectation du résultat de l'exercice est donc la suivante :

|            |                     |
|------------|---------------------|
| Dividendes | 11 973 234,00 euros |
| Réserves   | 8 411 188,41 euros  |
| Total      | 20 384 422,41 euros |

Le total de la distribution proposée sera donc de 11 973 234,00 euros s'appliquant aux actions de chacune 2,5 Euros de nominal, ainsi qu'aux certificats d'investissements soit par action et par certificat d'investissement :

Dividendes 5,20 euros

Le paiement du dividende de l'exercice 2017 sera assuré à compter du 2 juillet 2018 par CACEIS Corporate trust, 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts.

Pour se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

| Exercice | Distribution globale | Distribution par action | Abattement 40% ou prélèvement libératoire |
|----------|----------------------|-------------------------|---|
| 2014     | 7 580 743            | 3,30 €                  | Sur la totalité du montant distribué      |
| 2015     | 9 188 780            | 4,00 €                  | Sur la totalité du montant distribué      |
| 2016     | 10 588 487           | 4,60 €                  | Sur la totalité du montant distribué      |

#### **Dépenses non déductibles fiscalement par application de l'article 39-4 du CGI**

Nous vous précisons, par application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code correspondant aux amortissements et taxes sur véhicules de tourisme non déductibles fiscalement, qui s'élèvent à un montant global de 177 963 euros et qui ont donné lieu à une imposition de 61 060 euros.

Seront également proposées à l'Assemblée Générale Mixte qui se tiendra au siège de la société le 5 juin prochain les résolutions suivantes :

#### **Jetons de présence**

Mise à la disposition du conseil d'administration, au titre de jetons de présence, la somme de 200 000 Euros pour l'exercice en cours.

#### **Conventions visées aux articles L 225-86 et suivants du code de commerce**

Approbation des termes du rapport spécial des commissaires aux comptes établi en conformité des articles L 225-38 et suivants du code de commerce.

## Nomination de nouvelles administratrices

Il est proposé de nommer comme membre du conseil d'administration pour une durée de cinq années qui se terminera à l'issue de de l'assemblée générale ordinaire qui statuera en 2023 sur les comptes de l'exercice 2022 :

Madame Colette ROBERT

Madame Isabelle PARIZE.

## Renouvellement de l'autorisation au Conseil d'administration de procéder à des attributions d'actions gratuites au profit des salariés et dirigeants

Il est demandé à l'Assemblée Générale extraordinaire d'autoriser le Conseil d'administration, en application des dispositions des articles L 225-138-1 et L 225-197-1 du Code de commerce, à procéder à une attribution gratuite d'actions de la société au profit de salariés et/ou dirigeants de la Société, dont il appartiendra au Conseil d'administration de déterminer l'identité, en fonction des critères et conditions d'attribution qu'il aura défini, dans la limite de 230 255 actions représentant 10 % du capital social et à augmenter corrélativement, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social d'un montant nominal qui ne pourra excéder 575 635 euros, soit 10% du capital social, par prélèvement sur les réserves disponibles de la société à l'expiration de la période d'acquisition de ces actions gratuites rendant leur attribution définitive.

## DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

|                        | Total Achats   | Retard H.T.  |              |               |               |                  | Total H.T. échu 1 jour et plus |
|------------------------|----------------|--------------|--------------|---------------|---------------|------------------|--------------------------------|
|                        |                | 0 jour       | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus |                                |
| Factures reçues nombre |                | 211          | 368          | 113           | 56            | 91               | 628                            |
| Montant                |                | 456          | 1 230        | 3 136         | 143           | 536              | 5 045                          |
| % Total C.A. HT.       | <b>146 509</b> | <b>0,31%</b> | <b>0,84%</b> | <b>2,14%</b>  | <b>0,10%</b>  | <b>0,37%</b>     | <b>3,44%</b>                   |

## DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

|                        | Total Ventes   | Retard H.T.  |              |               |               |                  | Total H.T. échu 1 jour et plus |
|------------------------|----------------|--------------|--------------|---------------|---------------|------------------|--------------------------------|
|                        |                | 0 jour       | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus |                                |
| Factures reçues nombre |                | 755          | 481          | 285           | 131           | 712              | 1 609                          |
| Montant                |                | 9 516        | 3 012        | 1 755         | 1 197         | 9 738            | 15 702                         |
| % Total C.A. HT.       | <b>232 272</b> | <b>4,01%</b> | <b>1,30%</b> | <b>0,76%</b>  | <b>0,52%</b>  | <b>4,19%</b>     | <b>6,76%</b>                   |



# COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017



ROBERTET

ÉTAT DU RÉSULTAT DE LA PÉRIODE en milliers d'euros

|   | NOTE      | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|---|-----------|----------------|----------------|
| Vente de produits   | 12        | 504 398        | 468 288        |
| <b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>                          |           | <b>504 398</b> | <b>468 288</b> |
| Autres produits opérationnels                                     |           | 2 178          | 2 252          |
| Achats consommés  |           | -223 858       | -204 001       |
| Charges externes  |           | -77 652        | -74 516        |
| Charges de personnel  |           | -109 263       | -106 135       |
| Impôts et taxes   |           | -10 651        | -9 691         |
| Dotations aux amortissements, provisions et reprises              | 13        | -17 850        | -16 463        |
| Autres charges opérationnelles                                    |           | -94            | -150           |
| <b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>                              | <b>12</b> | <b>67 210</b>  | <b>59 584</b>  |
| Cessions d'actifs   |           | 4 004          | 66             |
| <b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>                                      |           | <b>71 214</b>  | <b>59 650</b>  |
| Produits de trésorerie et d'équivalents trésorerie                |           | 80             | 130            |
| Coût de l'endettement financier brut                              |           | -988           | -766           |
| <b>Coût financier net</b>   | <b>14</b> | <b>-908</b>    | <b>-635</b>    |
| <b>Autres produits et charges financiers</b>                      | <b>14</b> | <b>-2 171</b>  | <b>2 038</b>   |
| <b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>                                       |           | <b>68 135</b>  | <b>61 053</b>  |
| Impôts courants et différés                                       | 15        | -19 356        | -19 422        |
| Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence |           | -65            | 159            |
| <b>RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>                            |           | <b>48 779</b>  | <b>41 631</b>  |
| <b>RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>                       |           | <b>48 714</b>  | <b>41 790</b>  |
| Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires                |           | 178            | 150            |
| <b>RÉSULTAT NET (part du Groupe)</b>                              | <b>12</b> | <b>48 536</b>  | <b>41 640</b>  |
| <b>RÉSULTAT NET PAR ACTIONS EXISTANTES (en euros)</b>             |           | <b>21,08</b>   | <b>18,13</b>   |
| <b>RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTIONS (en euros)</b>                | <b>17</b> | <b>21,06</b>   | <b>18,10</b>   |
| <b>RÉSULTAT NET DILUÉ (en euros)</b>                              | <b>17</b> | <b>21,06</b>   | <b>18,10</b>   |

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL en milliers d'euros

|   | NOTE     | 31-déc-17      | 31-déc-16     |
|---|----------|----------------|---------------|
| <b>Résultat net</b>   |          | <b>48 714</b>  | <b>41 790</b> |
| <b>Éléments recyclables</b>   |          | <b>-19 916</b> | <b>3 093</b>  |
| Variation des écarts de conversion                                  | EVCP (1) | -19 945        | 3 050         |
| Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture |          | 44             | 66            |
| Incidence fiscale relative aux instruments de couverture            |          | -15            | -23           |
| <b>Éléments non recyclables</b>                                     |          | <b>-4</b>      | <b>-1 134</b> |
| Écarts actuariels sur engagement de retraite                        | 9        | -6             | -1 722        |
| Incidence fiscale relative aux écarts actuariels                    |          | 2              | 588           |
| <b>Résultat global</b>  | EVCP (1) | <b>28 794</b>  | <b>43 750</b> |
| Part revenant aux actionnaires de Robertet SA                       | EVCP (1) | 28 643         | 43 589        |
| Part revenant aux intérêts minoritaires                             | EVCP (1) | 151            | 160           |

## ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ - AGRÉGATS en milliers d'euros

|                                   | 31-déc-17     | 31-déc-16     | % d'évolution |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Chiffre d'Affaires                | 504 398       | 468 288       | 7,71%         |
| EBITDA (1)                        | 85 153        | 76 197        | 11,75%        |
| Résultat Opérationnel Courant (2) | 67 210        | 59 584        | 12,80%        |
| Résultat Opérationnel (2)         | 71 214        | 59 650        | 19,39%        |
| <b>Bénéfice Net</b>               | <b>48 714</b> | <b>41 790</b> | <b>16,57%</b> |

(1) Il s'agit du résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements, provisions et reprises et excluant les autres charges opérationnelles (considérées comme non courantes).

(2) Définitions : voir note 1.26

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE en milliers d'euros

|  | NOTE | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|--|------|----------------|----------------|
| <b>ACTIFS NON COURANTS</b>                   |      | <b>195 739</b> | <b>190 468</b> |
| GOODWILL                                     | 3    | 27 621         | 17 635         |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                |      | 1 860          | 2 875          |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES                  | 4    | 151 199        | 151 319        |
| ACTIFS FINANCIERS                            | 5    | 12 103         | 15 577         |
| PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES |      | 1 973          | 1 840          |
| IMPÔTS DIFFÉRÉS                              | 15   | 984            | 1 222          |
| <b>ACTIFS COURANTS</b>                       |      | <b>386 941</b> | <b>370 989</b> |
| STOCKS ET ENCOURS                            | 6    | 169 238        | 154 224        |
| CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS        | 7    | 106 512        | 101 243        |
| AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION | 8    | 18 444         | 19 600         |
| ACTIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES                    | 8    | 2 250          | 2 646          |
| AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS            |      | 592            | 587            |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE      |      | 89 904         | 92 689         |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                           |      | <b>582 680</b> | <b>561 457</b> |

|  | NOTE | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|--|------|----------------|----------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                  |      | <b>365 988</b> | <b>347 223</b> |
| CAPITAL                                  |      | 5 756          | 5 743          |
| PRIMES D'ÉMISSION                        |      | 12 432         | 12 432         |
| RÉSERVES CONSOLIDÉES                     |      | 346 191        | 327 718        |
| <b>CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)</b> |      | <b>364 506</b> | <b>345 893</b> |
| <b>INTÉRÊTS MINORITAIRES</b>             |      | <b>1 481</b>   | <b>1 330</b>   |
| <b>PASSIFS NON COURANTS</b>              |      | <b>90 958</b>  | <b>69 948</b>  |
| PROVISIONS - PART À LONG TERME           | 9    | 11 343         | 11 418         |
| PASSIFS FINANCIERS - PART À LONG TERME   | 10   | 74 349         | 47 517         |
| IMPÔTS DIFFÉRÉS                          | 15   | 9 266          | 11 013         |
| <b>PASSIFS COURANTS</b>                  |      | <b>121 735</b> | <b>144 286</b> |
| PROVISIONS - PART À COURT TERME          | 9    | 1 455          | 1 238          |
| PASSIFS FINANCIERS - PART À COURT TERME  | 10   | 42 772         | 68 833         |
| PASSIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES               |      | 2 302          | 4 240          |
| FOURNISSEURS                             |      | 41 895         | 40 027         |
| AUTRES PASSIFS COURANTS                  | 11   | 33 310         | 29 946         |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                      |      | <b>582 680</b> | <b>561 457</b> |

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS en milliers d'euros

|   | Capital | Primes | Réserves consolidées | Réserve de conversion | Capitaux propres Part du Groupe | Intérêts minoritaires | Total capitaux propres |
|---|---------|--------|----------------------|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|------------------------|
| <b>Total capitaux propres au 1er janvier 2016</b>       | 5 743   | 12 432 | 277 150              | 16 493                | 311 818                         | 878                   | 312 696                |
| <b>Résultat global</b>                                  |         |        | 40 549               | 3 040                 | 43 589                          | 160                   | 43 749                 |
| Dividendes versés                                       |         |        | -9 189               |                       | -9 189                          |                       | -9 189                 |
| Attribution d'actions gratuites                         |         |        | 863                  |                       | 863                             |                       | 863                    |
| Variation de périmètre                                  |         |        | -1 153               |                       | -1 153                          | 292                   | 861                    |
| Autres variations                                       |         |        | 35                   |                       | 35                              |                       | 35                     |
| <b>Total des autres variations des capitaux propres</b> |         |        | -9 513               |                       | -9 513                          | 292                   | -9 222                 |
| <b>Total capitaux propres au 31 décembre 2016</b>       | 5 743   | 12 432 | 308 185              | 19 533                | 345 893                         | 1 330                 | 347 223                |
| <b>Résultat global</b>                                  |         |        | 48 519               | -19 877               | 28 643                          | 151                   | 28 794                 |
| Dividendes versés                                       |         |        | -10 588              |                       | -10 588                         |                       | -10 588                |
| Variation de périmètre                                  |         |        | -386                 |                       | -386                            |                       | -386                   |
| Attribution d'actions gratuites                         |         |        | 1 315                |                       | 1 315                           |                       | 1 315                  |
| Augmentation de capital                                 | 13      |        | -13                  |                       |                                 |                       |                        |
| Autres variations                                       |         |        | -371                 |                       | -371                            |                       | -371                   |
| <b>Total des autres variations des capitaux propres</b> | 13      |        | -10 043              |                       | -10 030                         | 587                   | -10 030                |
| <b>Total capitaux propres au 31 décembre 2017</b>       | 5 756   | 12 432 | 346 662              | -344                  | 364 506                         | 1 481                 | 365 988                |

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE en milliers d'euros

|  | Note    | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|--|---------|----------------|----------------|
| Résultat net consolidé   | 17      | 48 536         | 41 640         |
| Intérêts minoritaires  |         | 178            | 150            |
| Élimination du résultat net des MEE  |         | 115            | -34            |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles                      | 13      | 16 339         | 14 889         |
| Dotations nettes aux provisions  |         | 115            | -1362          |
| (Plus)/Moins-value sur cessions actifs   |         | -4 004         | -66            |
| Charges et produits sans incidence de trésorerie                                     |         | 1 319          | 818            |
| Charges d'impôt (exigible et différé)  | 15      | 19 356         | 19 422         |
| Coût de l'endettement financier net  |         | 368            | 28             |
| <b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b> |         | <b>82 321</b>  | <b>75 484</b>  |
| Variation des stocks   | 6       | -21 590        | -15 808        |
| Variation des créances clients et autres comptes débiteurs                           | 7-8     | -8 532         | -5 894         |
| Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs                       |         | 9 442          | -7 341         |
| <b>Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement</b>                     |         | <b>-20 680</b> | <b>-29 043</b> |
| Intérêts versés et reçus   |         | -352           | -11            |
| Impôts versés  |         | -22 392        | -14 164        |
| <b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>                                  |         | <b>38 897</b>  | <b>32 267</b>  |
| Investissements industriels et locations-financement                                 | 4       | -22 536        | -26 044        |
| Investissements financiers nets des désinvestissements                               |         | 2 253          | 248            |
| Cessions d'actifs  |         | 4 611          | 307            |
| Incidence des variations de périmètre  |         | -9 020         | -1 291         |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>                    |         | <b>-24 692</b> | <b>-26 780</b> |
| Dividendes versés par la société mère  | EVCP(1) | -10 588        | -9 189         |
| Souscriptions d'emprunts   |         | 50 500         | 25 730         |
| Remboursements d'emprunts  |         | -23 217        | -12 166        |
| Variation nette des autres dettes financières (1)                                    |         | -24 520        | 681            |
| <b>Trésorerie provenant des opérations de financement</b>                            |         | <b>-7 825</b>  | <b>5 057</b>   |
| <b>Incidence des variations monétaires sur la trésorerie</b>                         |         | <b>-3 528</b>  | <b>-209</b>    |
| <b>Variation globale de le trésorerie</b>  |         | <b>2 853</b>   | <b>10 334</b>  |
| Trésorerie nette à l'ouverture   |         | 67 087         | 56 752         |
| Trésorerie nette à la clôture  |         | 69 940         | 67 087         |

(1) Cette variation des autres dettes financières est essentiellement composée de la levée du put sur minoritaires Charabot (-24,8 millions d'euros).

| <b>Trésorerie nette :</b>       | <b>Note</b> | <b>31-déc-17</b> | 31-déc-16     |
|---------------------------------|-------------|------------------|---------------|
| Disponibilités                  |             | 84 419           | 87 425        |
| Valeurs mobilières de placement | 16          | 5 486            | 5 264         |
| Découverts bancaires            | 10          | -19 964          | -25 602       |
| <b>TOTAL</b>                    |             | <b>69 940</b>    | <b>67 087</b> |

| <b>Analyse variation du besoin en fonds de roulement</b> | <b>31-déc-16</b> | <b>Flux de change et autres</b> | <b>Flux var. de périmètre</b> | <b>Flux de trésorerie</b> | <b>31-déc-17</b> |
|--|------------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------------------|------------------|
| Stocks et encours  | 160 085          | -8 152                          | 1 375                         | 23 229                    | 176 537          |
| Créances clients et autres comptes débiteurs             | 125 061          | -6 278                          | 1 802                         | 8 328                     | 128 914          |
| Dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs         | -69 973          | 5 391                           | -1 181                        | -9 442                    | -75 205          |
| <b>Besoin en fonds de roulement brut</b>                 | <b>215 173</b>   | <b>-9 038</b>                   | <b>1 996</b>                  | <b>22 115</b>             | <b>230 246</b>   |
| Dépréciations  | -10 079          | 357                             | -99                           | -1 435                    | -11 257          |
| <b>Besoin en fonds de roulement net</b>                  | <b>205 094</b>   | <b>-8 682</b>                   | <b>1 897</b>                  | <b>20 680</b>             | <b>218 989</b>   |



# 1. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

En sus des événements significatifs décrits dans la note annexe aux comptes sociaux, il convient d'ajouter les points suivants :

La société indienne, Robertet Goldfield, acquise en mai 2017 à hauteur de 60% a été intégrée dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2017. Compte tenu des accords contractuels de rachat des 40% restants, un put sur minoritaires a été comptabilisé dans les comptes pour 4 millions d'euros, ce qui a conduit à appréhender ROBERTET Goldfield à 100% dès cette année. Cette consolidation a généré la constatation d'un goodwill de 9 986 K€ alloué à la Division Parfumerie du Groupe.

La société Bionov, acquise en 2016, a été consolidée par mise en équivalence. Cette acquisition est assortie de deux clauses de complément de prix. Les modalités de détermination étant difficilement chiffrable à la date d'arrêté des comptes annuels en raison de l'incertitude sur les projections de business, ce complément ne sera comptabilisé qu'une fois cette incertitude levée ou lors du versement.

Le rachat des minoritaires dans la société Charabot (décrit dans les événements significatifs de la note annexe aux comptes sociaux) a pour conséquence dans les comptes consolidés l'extinction de la dette financière comptabilisée à l'origine pour 24 853 K€.

## NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

### 1.1. Contexte général

En accord avec le règlement européen n° 1606/02, les comptes consolidés du Groupe Robertet, ci après "le Groupe" sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2017.

Robertet SA est une société anonyme de droit français. Le siège social est situé 37 avenue Sidi Brahim à Grasse. Elle a pour principale activité la création de produits aromatiques destinés principalement à l'industrie de la parfumerie et de l'agro-alimentaire.

Les comptes consolidés de Robertet ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 avril 2018 et seront soumis, le 5 juin 2018, pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires qui dispose du pouvoir de les faire modifier.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice 2017 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).



Pour la présentation des comptes consolidés de l'exercice 2017, le Groupe a appliqué l'ensemble des normes et interprétations entrées en vigueur au niveau européen, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017. Ces normes et interprétations sont les suivantes :

- Amendements à IAS 7 "État des flux de trésorerie" ;
- Amendements à IAS 12 "Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre des pertes latentes."

L'incidence de l'application de ces nouvelles normes n'est pas significative sur les comptes consolidés de l'exercice 2017.

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient émises par l'IASB (International accounting standards board) et adoptées par l'Union européenne. Ces normes ont une date d'entrée en vigueur postérieure au 1er janvier 2017, mais sont applicables par anticipation :

- l'IASB a publié fin mai 2014 la norme IFRS 15, "Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients". Cette norme remplacera, à compter du 1er janvier 2018, les normes IAS 18, "Produits des activités ordinaires" et IAS 11, "Contrats de construction". Robertet n'a pas identifié de changement majeur par rapport au traitement actuel selon IAS 18 et n'anticipe donc pas d'impact significatif dans ses comptes 2018 lié à l'application de cette nouvelle norme.
- l'IASB a publié en juillet 2014 la norme IFRS 9, "Instruments financiers". Cette norme remplacera, à compter du 1er janvier 2018, les normes actuellement en vigueur en matière de présentation, de reconnaissance et d'évaluation des instruments financiers (IAS 32 et IAS 39). Cette norme, approuvée par l'Union européenne, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Compte tenu de la nature de ses activités, Robertet n'anticipe pas de changement majeur. De plus, des analyses sont en cours concernant le nouveau modèle de reconnaissance du risque de crédit (fondé sur les pertes de crédit attendues) s'agissant notamment des créances clients. À ce stade, le chiffrage de l'impact est en cours d'évaluation.
- l'IASB a publié en janvier 2016 la norme IFRS 16, "Contrats de location", qui aligne la comptabilisation des contrats de location simple sur celle des contrats de location financement (i.e. : comptabilisation au bilan d'une dette au titre des loyers futurs et d'un actif au titre du droit d'utilisation). La mise en oeuvre de cette norme entraînera également un changement de présentation de la charge de loyers au compte de résultat (i.e. dotation aux amortissements et charge d'intérêts) et dans le tableau des flux de trésorerie (le montant affecté au remboursement de la dette sera présenté en flux de trésorerie liés aux activités de financement et celui affecté à l'actif sera présenté en flux de trésorerie liés aux activités d'investissement). La norme est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Le Groupe mène actuellement des travaux pour la mise en oeuvre de la conversion à IFRS 16 et l'analyse des impacts de cette norme. À ce stade, le chiffrage des impacts est en cours d'évaluation.

À la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient émises par l'IASB (International accounting standards board) mais non encore adoptées par l'Union européenne ou non applicables par anticipation :

- améliorations annuelles (cycle 2014-2016), "Améliorations annuelles des normes IFRS", applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017 ;
- amendements à IFRS 2 "Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions" ;
- IFRIC 22 "Transactions en monnaie étrangère et avances versées ou reçues non remboursables" ;
- IFRIC 23 "Comptabilisation des positions fiscales incertaines" ;
- amendements à IFRS 4 "Interactions entre IFRS 4 et IFRS 9" ;
- amendements à IAS 40 "Transferts d'immeubles de placements".

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes. Le Groupe appliquera le cas échéant ces normes dans ses comptes dès leur adoption par l'Union Européenne.

### 1.2 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes des sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

Les critères de liquidité et d'exigibilité des divers postes du bilan sont précisés, lorsque requis, dans les notes annexes correspondantes.

Les modalités d'évaluation des postes du bilan sont décrites dans les paragraphes ci-dessous : immobilisations incorporelles et corporelles, stocks et en-cours, clients.

### 1.3 Méthodes de consolidation

Les filiales (sociétés significatives contrôlées exclusivement) sont consolidées par intégration globale.

Les entreprises sur lesquelles Robertet exerce un contrôle conjoint ou une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values, marges en stock).

Toutes les sociétés ont été consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2017.

### 1.4 Conversion des comptes exprimés en devises

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur.

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste "Réserve de conversion".

### 1.5 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en produits et charges financiers.

## 1.6 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les provisions pour avantages du personnel, les provisions pour risques, les goodwill, les dépréciations de stocks et de créances. Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Une évolution divergente des estimations et des hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

## 1.7 Regroupement d'entreprise

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du Groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en goodwill.

Dans le cadre de son développement, le Groupe a été amené à faire des opérations de croissance externe et à reconnaître plusieurs goodwill.

Les goodwill ne sont pas amortis, mais, conformément à la norme IAS36 "dépréciations d'actifs", font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

## 1.8 Immobilisations incorporelles et corporelles

### Immobilisations incorporelles :

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38, un actif incorporel est comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière s'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles dont la durée de vie ne peut être définie font l'objet d'une revue annuelle afin de s'assurer que la durée d'utilité n'est pas devenue finie.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire, dès lors que l'actif est prêt à être utilisé. Au cours de la durée de vie d'une immobilisation incorporelle, il peut apparaître que l'estimation de sa durée d'utilité est devenue inadéquate. Ainsi que le prévoit IAS 38, la durée d'amortissement et le mode d'amortissement de cette immobilisation sont réexaminés et si la durée d'utilité attendue de l'actif est différente des estimations antérieures, la durée d'amortissement est modifiée en conséquence.

## Immobilisations corporelles :

### Valeur brute :

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les valeurs résiduelles sont en général considérées comme nulles.

Conformément à la norme IAS 23, le coût des emprunts directement attribuable à leur acquisition est inclus dans le coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 "Contrats de location", sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

### Amortissement :

En application de la norme IAS16, le Groupe utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un des composants a une durée d'utilité différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- Constructions : 20 ans à 40 ans
- Installations techniques : 5 ans ou 10 ans
- Autres immobilisations : 4 à 8 ans

## 1.9 Perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", la valeur des goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le Groupe aux goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie ou unités de reporting (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat en charge non courante. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité

est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

#### 1.10 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des titres de participation et d'autres immobilisations financières.

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des prêts et créances et sont comptabilisés à leur juste valeur ou, en l'absence d'un marché actif, à leur coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

Les prêts et placements long terme sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les actifs financiers désignés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le Groupe ne détient pas de tels actifs au 31/12/2017.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en "produits de trésorerie et équivalents de trésorerie".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de la transaction.

#### Participation dans les entreprises associées :

Les sociétés dans lesquelles Robertet exerce un contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence. Les titres sont alors initialement comptabilisés au prix payé augmenté des coûts d'acquisition. Le goodwill implicite est détaillé en annexe où il fait l'objet d'une allocation.

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur durable. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, la valeur recouvrable étant la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des coûts de transaction. La dépréciation peut être reprise si la valeur recouvrable excède à nouveau la valeur comptable.

#### 1.11 Stocks et encours

Conformément à la norme IAS 2 "stocks", les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

La méthodologie de calcul de la provision pour dépréciation des stocks consiste en un abattement de la valeur des produits en stocks en fonction de la nature des produits et de leur ancienneté de sorte que, in fine, tous les produits ayant plus de 5 ans sont dépréciés à 100%, à l'exception des éléments dont la valeur d'utilité n'est pas sensible à la durée de détention tels que les emballages. En complément, la dépréciation est ajustée d'une part sur la valeur d'utilité des matières premières, appréciée dans la capacité à écouler les matières premières stockées dans les produits finis, et d'autre part sur la valeur de réalisation des stocks de produits finis analysée référence par référence par les contrôles de gestion du groupe.

Les produits en stock sont régulièrement contrôlés et ceux qui sont inutilisables sont détruits.

#### 1.12 Créances et dettes commerciales

Les créances et dettes commerciales sont enregistrées à leur initiation à la juste valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Ces créances et dettes commerciales sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation en fonction soit d'un risque commercial soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

#### 1.13 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

#### 1.14 Trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

### 1.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

### 1.16 Engagements de retraite et assimilés

Ces engagements sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, médailles du travail ainsi que ceux relatifs aux régimes à prestations définies dont la gestion n'est pas complètement externalisée. Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre de chaque régime, le Groupe utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière selon la méthode dite des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements et des actifs de couverture est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

Les écarts actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global conformément à la norme IAS19 révisée.

### 1.17 Plans de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", le Groupe comptabilise une charge compensatoire pour tous les instruments sur actions propres octroyés à ses salariés. Le Groupe réalise régulièrement des opérations d'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions à un prix unitaire convenu.

Lors de l'octroi d'options, le Groupe évalue la juste valeur des instruments à la date d'octroi. Le Groupe utilise le modèle mathématique Black & Scholes pour les valoriser. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans effet sur cette évaluation. Cette juste valeur est constatée linéairement en compte de résultat (en résultat opérationnel courant) sur la période d'acquisition des droits avec contrepartie directe en capitaux propres.

### 1.18 Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 "Impôts différés", les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus).

Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levés par la même autorité de taxation.

Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres. Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés comme une subvention et sont inscrits en compte de résultat dans la rubrique "autres produits opérationnels" (norme IAS 20).

#### 1.19 Ventes de produits

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Il est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

#### 1.20 Evaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang. La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives.

Pour qu'un dérivé de change ou de taux soit éligible à la comptabilité de couverture (de flux futurs ou de juste valeur) il est nécessaire de définir et documenter la relation de couverture et de démontrer son efficacité tout au long de sa vie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeurs de flux futurs de trésorerie.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. Généralement les instruments dérivés utilisés par le Groupe sont qualifiés comptablement d'instruments de couverture ; dans ce cas, la variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée dans les capitaux propres.

#### 1.21 Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont essentiellement composés d'emprunts auprès des établissements de crédit et de dettes relatives aux contrats de location-financement. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

#### 1.22 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.



Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stocks options et les actions gratuites émis par le Groupe.

### 1.23 Frais de recherche et développement

Les coûts de frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges dans la mesure où les critères de reconnaissance en tant qu'actif ne sont pas remplis selon la Direction.

### 1.24 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins.

### 1.25 Information sectorielle

Le Groupe Robertet fonctionne sur un schéma d'organisation orienté selon deux axes principaux :

- les Directions de Divisions ont pour mission d'élaborer la stratégie mondiale sur les familles de produits dont elles ont la charge. Elles assurent le développement des nouveaux produits, de leur conception à la mise en œuvre des stratégies industrielles, et sont responsables du marketing (gammes, prix, moyens publicitaires, circuits de distribution...);
- les Directions Générales Continentales qui sont chargées de développer les positions du Groupe sur leurs zones géographiques respectives. Le Groupe compte trois Directions : Europe, Amériques et autres pays du Monde. Dans le cadre de la stratégie commerciale et marketing définie par les Directions de Divisions, elles gèrent les réseaux commerciaux.

En conséquence, l'information sectorielle présentée est une information par Divisions, ces dernières étant par ailleurs considérées comme des UGT (Unité Génératrice de Trésorerie).

### 1.26 Résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond à la définition présentée dans la recommandation n°2009-R-03 du Conseil National de la comptabilité du 2 juillet 2009 relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel international. Il comprend notamment la totalité de la charge de la Contribution Economique Territoriale (CET), taxe collectée en France, y compris sa composante basée sur la valeur ajoutée. Cette classification en charges d'exploitation est donc sans changement par rapport à la Taxe Professionnelle qu'elle a remplacée.

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat opérationnel courant et intègre les autres produits et charges tels que les résultats sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles.

## NOTE 2 – GOODWILL en milliers d'euros

Les goodwill à l'actif se décomposent comme suit :

|                                    | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>Division Arômes :</b>           |               |               |
| Valeur Brute                       | 7 879         | 7 879         |
| Dépréciation                       |               |               |
| <b>Valeur Nette</b>                | <b>7 879</b>  | <b>7 879</b>  |
| <b>Division Parfumerie :</b>       |               |               |
| Valeur Brute                       | 17 808        | 7 822         |
| Dépréciation                       |               |               |
| <b>Valeur Nette</b>                | <b>17 808</b> | <b>7 822</b>  |
| <b>Division Matières Premières</b> |               |               |
| Valeur Brute                       | 1 934         | 1 934         |
| Dépréciation                       |               |               |
| <b>Valeur Nette</b>                | <b>1 934</b>  | <b>1 934</b>  |
| <b>Total Valeurs Nettes</b>        | <b>27 621</b> | <b>17 635</b> |

L'évolution des valeurs nettes s'analyse ainsi :

|   | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---|---------------|---------------|
| Valeurs nettes comptables à l'ouverture | 17 635        | 17 635        |
| Acquisitions (1)                        | 9 986         |               |
| <b>Total</b>                            | <b>27 621</b> | <b>17 635</b> |

(1) Il s'agit du goodwill relatif à l'acquisition de la société Robertet Goldfield. Il a été déterminé par la différence entre le prix payé pour l'acquisition des 60% plus le put sur minoritaires pour les 40% restants et la valeur des capitaux propres à la date d'achat, après une réévaluation nette de 410 K€ des actifs corporels.

Les goodwill sont alloués à des groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) en fonction de l'activité à laquelle ils se rapportent. Les UGT définies correspondent aux divisions : Arômes, Parfumerie et Matières Premières.

Il n'y a pas d'indices de dépréciations relatifs à certains actifs significatifs.

Il a été procédé à un test de valeur des UGT, auxquelles il a été affecté un goodwill (test au 31 décembre 2017).

Ce test a été déterminé en utilisant les projections à 5 ans des flux de trésorerie générés par les ventes de chaque division.

Au-delà de ces 5 années, une valeur terminale a été déterminée à partir d'un taux de croissance de 2,5%. L'actualisation de ces flux nets d'impôt est effectuée à un taux de 8,75%. Ce taux est après impôt.

Le résultat des tests confirme qu'il n'y a pas matière à dépréciation des actifs affectés à ces UGT.

Un taux de croissance perpétuel nul n'entraînerait aucune dépréciation.

Le niveau de taux d'actualisation (hypothèse-clé) pour lequel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (après prise en compte de tous les effets résultant de ce changement sur les autres variables utilisées) est :

- Division Arômes : 20,30%
- Division Parfumerie : 17,70%
- Division Matières Premières : 11,50%

Le niveau du ratio EBITDA/CA (hypothèse-clé opérationnelle) pour lequel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (après prise en compte de tous les effets résultant de ce changement sur les autres variables utilisées) est :

- Division Arômes : 7,70%
- Division Parfumerie : 8,75%
- Division Matières Premières : 16,00%



NOTE 3 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES en milliers d'euros

| IMMOBILISATIONS          | Valeur au 31-déc-16 | Écart de conversion | Acquisitions  | Cessions     | Autres mouvements | Variation de périmètre | Valeur au 31-déc-17 |
|--------------------------|---------------------|---------------------|---------------|--------------|-------------------|------------------------|---------------------|
| Terrains                 | 25 326              | -844                | 3 570         |              |                   | 6                      | 28 058              |
| Constructions            | 142 688             | -7 115              | 3 941         | 2 207        | 2 361             | 803                    | 140 471             |
| Installations techniques | 140 109             | -6 573              | 7 985         | 382          | 3 857             | 415                    | 145 411             |
| Autres immobilisations   | 18 760              | -405                | 1 903         | 575          |                   | 68                     | 19 751              |
| Immobilisations en cours | 6 619               | -240                | 4 927         |              | -6 218            | -160                   | 4 928               |
| <b>TOTAL</b>             | <b>333 503</b>      | <b>-15 177</b>      | <b>22 326</b> | <b>3 164</b> | <b>0</b>          | <b>1 132</b>           | <b>338 620</b>      |

| AMORTISSEMENTS           | Valeur au 31-déc-16 | Écart de conversion | Dotations     | Reprises     | Autres mouvements | Variation de périmètre | Valeur au 31-déc-17 |
|--------------------------|---------------------|---------------------|---------------|--------------|-------------------|------------------------|---------------------|
| Terrains                 | 2 581               |                     | 202           |              |                   | 3                      | 2 786               |
| Constructions            | 57 829              | -2 391              | 5 547         | 2 128        |                   | 99                     | 58 956              |
| Installations techniques | 107 874             | -5 008              | 7 937         | 221          | 3                 | 235                    | 110 820             |
| Autres immobilisations   | 13 900              | -195                | 1 750         | 519          |                   | -77                    | 14 859              |
| <b>TOTAL</b>             | <b>182 184</b>      | <b>-7 594</b>       | <b>15 436</b> | <b>2 868</b> | <b>3</b>          | <b>260</b>             | <b>187 421</b>      |

|                     |                |  |  |  |  |  |                |
|---------------------|----------------|--|--|--|--|--|----------------|
| <b>VALEUR NETTE</b> | <b>151 319</b> |  |  |  |  |  | <b>151 199</b> |
|---------------------|----------------|--|--|--|--|--|----------------|

Les principales acquisitions de l'exercice concernent des acquisitions réalisées par Robertet SA et sont décrites en note 2.1 de l'annexe sur les comptes sociaux.

Le Groupe Robertet a également fait l'acquisition de deux terrains, au Brésil et en Argentine, en vue d'y transférer ses activités industrielles locales.

Un immeuble industriel a également été acquis à Singapour pour poursuivre le développement de l'activité Compostions pour Parfumerie.

Enfin, les immobilisations en cours sont essentiellement composées de projets industriels en cours de réalisation sur le site de Grasse et aux États-Unis.

Les immobilisations présentées ci-dessus incluent des installations techniques en location financement pour les montants suivants :

| en milliers d'euros      | 31-déc-17  | 31-déc-16  |
|--------------------------|------------|------------|
| Installations techniques | 525        | 807        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>525</b> | <b>807</b> |

La charge d'amortissement pour l'exercice 2017 pour ces immobilisations en location-financement est de 283 K€ vs 285 K€ en 2016.

## NOTE 4 – ACTIFS FINANCIERS en milliers d'euros

### 1. CATÉGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

|  | Titres disponibles à la vente | Prêts et créances | Actifs financiers à la juste valeur par le résultat | Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | TOTAL          |
|--|-------------------------------|-------------------|---|--|--|----------------|
| <b>31 DÉCEMBRE 2017</b>                    |                               |                   |   |  |  |                |
| Instrument financiers dérivés non courants |                               |                   |   |  |  |                |
| Autres actifs financiers non courants      |                               | 14 075            |   |  |  | 14 075         |
| Clients                                    |                               | 106 512           |   |  |  | 106 512        |
| Autres débiteurs                           |                               | 18 444            |   |  |  | 18 444         |
| Instrument financiers dérivés courants     |                               |                   |   |  |  |                |
| Autres actifs financiers courants          |                               |                   | 592   |  |  | 592            |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie    |                               | 84 419            | 5 486   |  |  | 89 904         |
| <b>Actifs financiers</b>                   |                               | <b>223 450</b>    | <b>6 078</b>  |  |  | <b>229 528</b> |
| <b>31 DÉCEMBRE 2016</b>                    |                               |                   |   |  |  |                |
| Instrument financiers dérivés non courants |                               |                   |   |  |  |                |
| Autres actifs financiers non courants      |                               | 17 417            |   |  |  | 17 417         |
| Clients                                    |                               | 101 243           |   |  |  | 101 243        |
| Autres débiteurs                           |                               | 19 600            |   |  |  | 19 600         |
| Instrument financiers dérivés courants     |                               |                   |   |  |  |                |
| Autres actifs financiers courants          |                               |                   | 587   |  |  | 587            |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie    |                               | 87 425            | 5 264   |  |  | 92 689         |
| <b>Actifs financiers</b>                   |                               | <b>225 685</b>    | <b>5 851</b>  |  |  | <b>231 536</b> |

Titres disponibles à la vente :

Cette catégorie d'actifs inclus notamment les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers. Les plus ou moins-values latentes constatées sur cette catégorie d'actif sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession. Fin 2016 et 2017, le Groupe ne détenait pas d'actif entrant dans cette catégorie.

## Prêts et créances :

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables et qui ne sont pas cotés.

## Actifs financiers à la juste valeur par le résultat :

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat les valeurs mobilières de placement que le Groupe Robertet a acquises pour être vendues ou rachetées à court terme. Elles sont évaluées à la juste valeur à la clôture, et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les justes valeurs de valeurs mobilières de placement sont déterminées principalement par référence au prix du marché (cf. Note 17).

Les 5,5 millions d'euros à fin décembre 2017 représentent des placements à court terme (moins d'un an), essentiellement des comptes à terme et des certificats de dépôt.

## 2. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS en milliers d'euros

|   | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---|---------------|---------------|
| Titres de participations comptabilisés au coût de revient (2) | 1 340         | 1 515         |
| Dépôts et cautionnements                                      | 1 625         | 1 278         |
| Créances rattachées à des participations                      | 4 806         | 5 041         |
| Autres titres immobilisés (1)                                 | 3 793         | 7 380         |
| Prêts   | 539           | 363           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>12 103</b> | <b>15 577</b> |

(1) Il s'agit principalement de placements à long terme de la filiale américaine Robertet Flavors (certificats de dépôts).

(2) Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2016 :

|                    | Valeur Brute | Dépréciation | Valeur Nette | % de détention | Capitaux Propres | Résultat |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|------------------|----------|
| Finca Carrasquilla | 1 000        |              | 1 000        | 50%            |                  |          |
| Bionov             | 339          |              | 339          | 100%           | 106              | 234      |
| Autres             | 376          | 200          | 340          |                |                  |          |
| <b>TOTAL</b>       | <b>1 715</b> | <b>200</b>   | <b>1 515</b> |                |                  |          |

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 :

|                    | Valeur Brute | Dépréciation | Valeur Nette | % de détention | Capitaux Propres | Résultat |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|------------------|----------|
| Finca Carrasquilla | 1 000        |              | 1 000        | 50%            |                  |          |
| Autres             | 540          | 200          | 340          |                |                  |          |
| <b>TOTAL</b>       | <b>1 540</b> | <b>200</b>   | <b>1 340</b> |                |                  |          |

### 3. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES en milliers d'euros

|           | Comptes individuels des sociétés mises en équivalence |                    |          |                  |
|-----------|---|--------------------|----------|------------------|
|           | Total Bilan   | Chiffre d'Affaires | Résultat | Capitaux Propres |
| Hitex Sas | 3 768   | 2 347              | 326      | 2 368            |
| Bionov    | 5 388   | 3 652              | 249      | 144              |

La variation de valeur des participations dans les entreprises associées s'analyse ainsi :

|                             |              |
|-----------------------------|--------------|
| <b>Valeur à l'ouverture</b> | <b>1 840</b> |
| Entrée                      | 100          |
| Dividendes versés           | 50           |
| Quote-part de résultat      | 65           |
| Provision pour risque       | 148          |
| <b>Valeur à la clôture</b>  | <b>1 973</b> |

### 4. ACTIFS FINANCIERS COURANTS en milliers d'euros

|  | 31-déc-17  | 31-déc-16  |
|--|------------|------------|
| Placements de trésorerie à court terme | 592        | 587        |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>592</b> | <b>587</b> |

### NOTE 5 - STOCKS en milliers d'euros

|                            | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|----------------------------|----------------|----------------|
| Matières premières         | 118 177        | 100 459        |
| En-cours et produits finis | 58 360         | 59 626         |
| <b>Valeur brute</b>        | <b>176 537</b> | <b>160 085</b> |
| Provisions                 | -7 298         | -5 861         |
| <b>VALEUR NETTE</b>        | <b>169 238</b> | <b>154 224</b> |

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

|   | 31-déc-17    | 31-déc-16    |
|---|--------------|--------------|
| Solde à l'ouverture de l'exercice       | 5 861        | 4 791        |
| Augmentations                           | 1 812        | 1 143        |
| Reprises et utilisations                | -172         | -58          |
| Écart de conversion                     | -202         | -16          |
| <b>SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b> | <b>7 298</b> | <b>5 861</b> |

#### NOTE 6- CRÉANCES en milliers d'euros

| Ventilation des créances clients | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| Europe                           | 35 886         | 32 892         |
| Amérique du Nord                 | 22 315         | 21 149         |
| Amérique du Sud                  | 18 401         | 17 777         |
| Asie                             | 22 856         | 25 826         |
| Autres pays                      | 11 012         | 7 806          |
| <b>TOTAL CRÉANCES BRUTES</b>     | <b>110 470</b> | <b>105 450</b> |
| Provisions pour dépréciation     | 3 958          | 4 208          |
| <b>TOTAL CRÉANCES NETTES</b>     | <b>106 512</b> | <b>101 242</b> |

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

|   | 31-déc-17    | 31-déc-16    |
|---|--------------|--------------|
| Solde à l'ouverture de l'exercice       | 4 208        | 3 243        |
| Augmentations                           | 197          | 1 921        |
| Reprises et utilisations                | -401         | -744         |
| Écart de conversion                     | -102         | -132         |
| Autres mouvements                       | 55           | -80          |
| <b>SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b> | <b>3 958</b> | <b>4 208</b> |

#### NOTE 7 – AUTRES ACTIFS en milliers d'euros

|   | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---|---------------|---------------|
| Charges constatées d'avance                               | 5 470         | 11 669        |
| Autres créances   | 12 974        | 7 931         |
| <b>TOTAL AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION</b> | <b>18 444</b> | <b>19 600</b> |
| Actifs d'impôts exigibles                                 | 2 250         | 2 646         |
| Actifs d'impôts différés                                  | 984           | 1 222         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>21 678</b> | <b>23 468</b> |



NOTE 8- PROVISIONS en milliers d'euros

|  | Ouverture     | Dotations  | Utilisations | Variation du taux de change | Capitaux Propres | Autres (3) | Clôture       |
|--|---------------|------------|--------------|-----------------------------|------------------|------------|---------------|
| <b>INDEMNITÉS RETRAITE</b>                 | <b>10 134</b> | <b>243</b> | <b>-94</b>   | <b>-6</b>                   | <b>6</b>         | <b>34</b>  | <b>10 317</b> |
| Autres engagements envers le personnel (2) | 2 051         | 383        | -582         | -95                         |                  | 18         | 1 775         |
| Autres risques (1)                         | 470           | 202        | -30          | -86                         |                  | 150        | 706           |
| <b>RISQUES ET CHARGES</b>                  | <b>2 521</b>  | <b>585</b> | <b>-612</b>  | <b>-181</b>                 |                  | <b>168</b> | <b>2 481</b>  |
| <b>Total provisions</b>                    | <b>12 656</b> | <b>828</b> | <b>-706</b>  | <b>-187</b>                 | <b>6</b>         | <b>202</b> | <b>12 798</b> |
| dont passifs courants                      | 1 238         |            |              |                             |                  |            | 1 455         |
| dont passifs non courants                  | 11 418        |            |              |                             |                  |            | 11 343        |

(1) Autres risques :

Les autres risques correspondent essentiellement à des risques sociaux, fiscaux et commerciaux.

(2) Autres engagements envers le personnel :

Ils correspondent principalement à une provision pour médailles du travail concernant les sociétés établies en France.

(3) Provisions retraite :

| 2017                          | Ouverture     | Dotations  | Reprises    | Capitaux Propres | Variation du taux de change | Autres     | Clôture       |
|-------------------------------|---------------|------------|-------------|------------------|-----------------------------|------------|---------------|
| <b>INDEMNITÉS RETRAITE</b>    | <b>10 134</b> | <b>243</b> | <b>-94</b>  | <b>6</b>         | <b>-6</b>                   | <b>34</b>  | <b>10 316</b> |
| Indemnités de fin de carrière | 9 944         | 214        | -94         | 6                | -6                          | 58         | 10 121        |
| Retraites complémentaires     | 190           | 29         |             |                  |                             | -24        | 194           |
| <b>2016</b>                   |               |            |             |                  |                             |            |               |
| <b>INDEMNITÉS RETRAITE</b>    | <b>8 496</b>  | <b>579</b> | <b>-635</b> | <b>1 722</b>     |                             | <b>-29</b> | <b>10 134</b> |
| Indemnités de fin de carrière | 8 457         | 369        | -605        | 1 722            |                             |            | 9 943         |
| Retraites complémentaires     | 39            | 210        | -30         |                  |                             | -29        | 190           |

Le Groupe participe à la constitution des retraites de son personnel conformément aux lois et usages des pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leur activité. Le Groupe a, par ailleurs, des engagements contractuels de retraite complémentaire, d'indemnités de départ de fin de carrière et de prévoyance dont il a la responsabilité. Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à des organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions.

Les engagements en France représentent 100% des provisions retraite du Groupe, c'est la raison pour laquelle sont détaillées uniquement les hypothèses concernant la France.

#### A-Régime de retraites à prestations définies :

Ce régime de retraite concerne uniquement Charabot SA et a fait l'objet d'un préfinancement dans un fond géré par le GAN. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

|                                 | <b>31-déc-16</b> |
|---------------------------------|------------------|
| Taux de rotation du personnel : | 0%               |
| Taux d'actualisation            | 1,31%            |
| Age de départ à la retraite     | 67 ans           |
| Taux de mortalité               | néant            |

|                                 | <b>31-déc-17</b> |
|---------------------------------|------------------|
| Taux de rotation du personnel : | 0%               |
| Taux d'actualisation            | 1,30%            |
| Age de départ à la retraite     | 67 ans           |
| Taux de mortalité               | néant            |

Le montant net figurant au bilan relatif à ce régime de retraites est obtenu par différence entre l'engagement dépendant des hypothèses énoncées ci-dessus et la valeur de l'actif :

Le montant brut de l'engagement au 31/12/2017 s'élève à 907 milliers d'euros. Il est couvert par un actif de 713 milliers d'euros, la différence soit 194 milliers d'euros est comptabilisée au passif du bilan dans les provisions Indemnités Retraites.

Un amendement à l'accord du 17 décembre 2008 a été mis en place le 17 décembre 2012. Cet avenant a modifié les conditions d'ouverture des droits de pension à la retraite à la retraite avec notamment l'obligation d'avoir 67 ans pour pouvoir bénéficier du régime de retraite complémentaire (au lieu de 65 ans précédemment) et d'avoir liquidé ses droits à la retraite dans le régime général de Sécurité Sociale au 31 décembre 2013.

Le régime n'est donc maintenu que pour une population de 12 salariés ayant liquidé leurs droits à la retraite avant le 31 décembre 2013 ce qui explique l'utilisation d'un taux de turnover nul et l'absence de taux de mortalité. Il n'y a pas de risque de mortalité retenu en raison du fait que les salariés concernés vont liquider leurs droits progressivement à moyen terme. Le taux d'actualisation est identique à celui utilisé pour le calcul des indemnités fin de carrière.

## B-Indemnités de fin de carrière :

Les principales hypothèses retenues lors de l'évaluation des engagements sont les suivantes :

| TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL | 2017  | 2016  |
|-------------------------------|-------|-------|
| De 16 ans à 30 ans            | 8,30% | 8,30% |
| De 31 ans à 41 ans            | 3,5%  | 3,5%  |
| De 42 ans à 49 ans            | 1,5%  | 1,5%  |
| De 50 ans à 65 ans            | 0,2%  | 0,2%  |

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 2017.

|  | France |       |
|--|--------|-------|
| <b>Taux de croissance des salaires</b> | 2017   | 2%    |
|  | 2016   | 2%    |
|  | 2015   | 2%    |
| <b>Taux d'actualisation</b>            | 2017   | 1,30% |
|  | 2016   | 1,31% |
|  | 2015   | 2,03% |

Les taux d'actualisation sont définis par référence à un taux de marché à la date de clôture basé sur les obligations d'entités de première catégorie.

La variation afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

| en milliers d'euros              | 2017       | 2016         |
|----------------------------------|------------|--------------|
| Coût annuel des services rendus  | 549        | 387          |
| Frais financiers sur engagements | 129        | 338          |
| Gains et pertes actuariels       | -558       | 912          |
| <b>Coût de la période</b>        | <b>120</b> | <b>1 637</b> |

L'incidence de variation du taux d'actualisation sur ces indemnités de fin de carrière est la suivante :

|   |        |       |        |
|---|--------|-------|--------|
| Taux d'actualisation                      | 1,30%  | 2,30% | 0,30%  |
| en milliers d'euros                       |        |       |        |
| Montant des indemnités de fin de carrière | 10 064 | 9 116 | 11 594 |

## NOTE 9 – PASSIFS FINANCIERS en milliers d'euros

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

|                           | TOTAL          | 31-déc-17      |               | TOTAL          | 31-déc-16      |               |
|---------------------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|
|                           |                | Courant        | Non courant   |                | Courant        | Non courant   |
| Dettes Fournisseurs       | 41 895         | 41 895         |               | 40 027         | 40 027         |               |
| Autres créditeurs         | 33 310         | 33 310         |               | 29 946         | 29 946         |               |
| Autres passifs financiers | 117 121        | 42 772         | 74 349        | 116 351        | 68 833         | 47 517        |
| <b>Passifs financiers</b> | <b>192 327</b> | <b>117 978</b> | <b>74 349</b> | <b>186 324</b> | <b>138 807</b> | <b>47 517</b> |

| Analyse par catégorie de dettes | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|---------------------------------|----------------|----------------|
| Emprunts à long et moyen terme  | 89 448         | 62 397         |
| Emprunts location financement   | 205            | 124            |
| Concours bancaires courants     | 19 964         | 25 602         |
| Autres dettes financières (1)   | 6 387          | 26 861         |
| Comptes-courants d'associés     | 1 117          | 1 366          |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>117 121</b> | <b>116 350</b> |

(1) Ces dettes intègrent :

- une dette financière de 2 224 K€ au titre d'un put sur minoritaires dans la société SAPAD.
- une dette financière de 4 000 K€ au titre d'un put sur minoritaires dans la société Robertet Goldfield.

| Analyse par échéances de remboursement | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|--|----------------|----------------|
| A moins d'un an (1)                    | 42 772         | 68 833         |
| A plus d'un an et moins de cinq ans    | 63 161         | 36 760         |
| A plus de cinq ans                     | 11 188         | 10 757         |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>117 121</b> | <b>116 350</b> |
| dont en Euros                          | 110 270        | 111 324        |
| dont en USD                            | 1 045          | 4 433          |
| Autres devises                         | 5 806          | 593            |

(1) La part à moins d'un an des dettes financières se décompose ainsi :

| en milliers d'euros                                    | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|--|---------------|---------------|
| Part à moins d'un an des emprunts                      | 21 572        | 16 981        |
| Part à moins d'un an des dettes financières diverses   | 1 228         | 26 218        |
| Part à moins d'un an des emprunts location financement | 8             | 32            |
| Découverts bancaires                                   | 19 964        | 25 602        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>42 772</b> | <b>68 833</b> |

| en milliers d'euros           | moins 1 mois | entre 1 mois<br>et<br>3 mois | entre 3 mois<br>et<br>6 mois | + de 6 mois   | TOTAL         |
|-------------------------------|--------------|------------------------------|------------------------------|---------------|---------------|
| Emprunts bancaires            | 1 532        | 4 506                        | 5 453                        | 10 081        | 21 572        |
| Emprunts location financement |              |                              |                              | 8             | 8             |
| Concours bancaires courants   |              |                              |                              | 19 964        | 19 964        |
| Dettes financières diverses   |              |                              |                              | 1 228         | 1 228         |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>1 532</b> | <b>4 506</b>                 | <b>5 453</b>                 | <b>31 281</b> | <b>42 772</b> |

La répartition des emprunts à taux fixe et à taux variable est la suivante :

| en milliers d'euros       | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---------------------------|---------------|---------------|
| Emprunts à taux fixe      | 80 443        | 43 612        |
| Emprunts à taux variables | 9 005         | 18 785        |
| <b>TOTAL</b>              | <b>89 448</b> | <b>62 397</b> |



Il existe des covenants sur des emprunts dont le solde total s'élève à 3.8 millions d'euros au 31/12/2017. Les limites de déclenchement de ces covenants sont respectées par le Groupe Robertet au 31/12/2017. Le détail des emprunts se décompose comme suit à fin 2017 :

| Entité du Groupe   | BANQUE              | Capital restant dû en K€ | Année du dernier remboursement | Taux d'intérêt   | Devise |
|--------------------|---------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------|--------|
| ROBERTET GRASSE    | BECM                | 12 186                   | 2023                           | 0,53%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 8 920                    | 2028                           | 1,65%            | EUR    |
|                    | LCL                 | 1 071                    | 2018                           | 2,31%            | EUR    |
|                    | HSBC                | 1 575                    | 2020                           | Euribor 3M+0,7%  | EUR    |
|                    | LYONNAISE DE BANQUE | 1 111                    | 2019                           | Euribor 3M+0,8%  | EUR    |
|                    | BECM                | 1 111                    | 2019                           | Euribor 3M+0,8%  | EUR    |
|                    | LCL                 | 1 964                    | 2020                           | Euribor 3M+0,85% | EUR    |
|                    | ARKEA               | 3 115                    | 2022                           | 0,76%            | EUR    |
|                    | ARKEA               | 783                      | 2022                           | 1,19%            | EUR    |
|                    | BECM                | 1 016                    | 2018                           | Euribor 3M+0,75% | EUR    |
|                    | BECM                | 6 493                    | 2022                           | 0,8%             | EUR    |
|                    | BPI FRANCE          | 225                      | 2020                           | 0%               | EUR    |
|                    | ARKEA               | 2 078                    | 2018                           | Euribor 3M+0,85% | EUR    |
|                    | ARKEA               | 859                      | 2020                           | 0,85%            | EUR    |
|                    | ARKEA               | 2 070                    | 2022                           | 0,58%            | EUR    |
|                    | CAISSE D'ÉPARGNE    | 12 366                   | 2024                           | 0,63%            | EUR    |
|                    | LCL                 | 8 694                    | 2023                           | 0,49%            | EUR    |
|                    | PALATINE            | 5 294                    | 2024                           | 0,42%            | EUR    |
|                    | LYONNAISE DE BANQUE | 8 344                    | 2022                           | 0,30%            | EUR    |
|                    | SMC                 | 8 945                    | 2024                           | 0,48%            | EUR    |
|                    | ICNE                | 52                       |                                |                  |        |
|                    | DIVERS              | 12                       |                                |                  |        |
| SAPAD              | BPA                 | 23                       | 2018                           | 3,60%            | EUR    |
|                    | BPA                 | 75                       | 2021                           | 2,40%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 18                       | 2019                           | 3,40%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 10                       | 2018                           | 1,98%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 21                       | 2018                           | 2,35%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 69                       | 2020                           | 1,25%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 67                       | 2020                           | 1,25%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 100                      | 2021                           | 0,50%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 83                       | 2022                           | 0,42%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 175                      | 2021                           | 0,50%            | EUR    |
|                    | BNP                 | 200                      | 2021                           | 0,55%            | EUR    |
|                    | ROBERTET ANDINA     | BANCO SUDAMERIS          | 3                              | 2018             | 14,31% |
| BANCO DE OCCIDENTE |                     | 63                       | 2020                           | 14,00%           | COP    |
| DIVERS             |                     | 35                       |                                |                  |        |
| SERFINANZAS        |                     | 15                       | 2018                           | 15,77%           | COP    |
| ITAU               |                     | 79                       | 2019                           | 13,40%           | COP    |
| BBVA               |                     | 16                       | 2018                           | 11,70%           | COP    |
| BANCO COLOMBIA     |                     | 109                      | 2020                           | DTE+11%          | COP    |
| <b>TOTAL</b>       |                     | <b>89 448</b>            |                                |                  |        |

NOTE 10- AUTRES PASSIFS COURANTS en milliers d'euros

|                             | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| Dettes fiscales et sociales | 20 530        | 20 164        |
| Autres dettes               | 12 364        | 9 262         |
| Produits constatés d'avance | 417           | 520           |
| <b>TOTAL</b>                | <b>33 310</b> | <b>29 946</b> |

NOTE 11 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET EXPOSITION AUX RISQUES DU MARCHÉ en milliers d'euros

La gestion des risques est assurée par la Direction du Groupe selon le contexte des marchés financiers et en fonction des procédures établies par le Groupe.

Risques de change

Une part prépondérante des ventes du Groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro, en particulier le dollar américain, la livre britannique, le réal brésilien, le peso mexicain et le yen japonais. Le chiffre d'affaires en devises est converti en euros dans les comptes consolidés du Groupe.

Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, ne générant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Le groupe a recours à des instruments financiers dérivés, comportant des risques hors bilan pour gérer son exposition aux risques de change. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des transactions futures ou des engagements fermes. Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

|                    | 31-déc-16 |              | 31-déc-17 |              |
|--------------------|-----------|--------------|-----------|--------------|
|                    | Nominal   | Juste valeur | Nominal   | Juste valeur |
| Change à terme USD | 9 391     | 9 056        | 3 327     | 3 379        |

Risques Matières Premières

Le risque Matières Premières au niveau du Groupe reste peu significatif étant donné la grande diversité de Matières Premières utilisées et la diversification des approvisionnements. Le Groupe Robertet est peu soumis à des risques de problèmes d'approvisionnement ou de pression sur les prix. Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture pour ses achats car la grande majorité des Matières Premières achetées ne sont pas cotées sur des marchés.

## Risques de taux

L'exposition aux risques de taux de la société résulte principalement des lignes de crédit et des emprunts à taux variables.

Les swaps de taux mis en place sur certains emprunts (chez Robertet SA sur un volume d'emprunts au 31/12/17 de 1.1 millions d'euros) sont qualifiés d'instrument de couverture. La juste valeur de ces instruments, comptabilisés en passifs financiers non courants, s'élève à 12 K€ au 31 décembre 2017. L'impact sur les capitaux propres pour l'exercice est de 44K€.

## Risque de contrepartie

Dans le cadre des contrats relatifs à ces produits dérivés, le Groupe est soumis à des risques de contrepartie. Toutefois, le Groupe, contractant uniquement avec des banques et des institutions financières de premier rang, estime que ces risques ne sont pas significatifs.

## Risque de crédit

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients au 31 décembre 2016 et 2017 :

| 2016                    | Créances à échoir | Créances en souffrance |              |              | Créances dépréciées | TOTAL          |
|-------------------------|-------------------|------------------------|--------------|--------------|---------------------|----------------|
|                         |                   | - de 3 mois            | 3 à 6 mois   | + de 6 mois  |                     |                |
| France                  | 12 731            | 2 589                  | 332          | 632          | -130                | 16 154         |
| Europe (hors France)    | 13 313            | 2 336                  | 352          | 607          | -325                | 16 283         |
| Amérique du Sud         | 14 803            | 1 558                  | 429          | 988          | -2 482              | 15 296         |
| Amérique du Nord        | 16 467            | 4 477                  | 53           | 152          | -123                | 21 026         |
| Asie & Océanie          | 19 920            | 5 277                  | 1 448        | -819         | -575                | 25 251         |
| Autres                  | 4 541             | 1 251                  | 283          | 1 730        | -572                | 7 233          |
| <b>Créances clients</b> | <b>81 776</b>     | <b>17 488</b>          | <b>2 896</b> | <b>3 290</b> | <b>-4 208</b>       | <b>101 242</b> |

| 2017                    | Créances à échoir | Créances en souffrance |              |              | Créances dépréciées | TOTAL          |
|-------------------------|-------------------|------------------------|--------------|--------------|---------------------|----------------|
|                         |                   | - de 3 mois            | 3 à 6 mois   | + de 6 mois  |                     |                |
| France                  | 12 805            | 1 691                  | 154          | 381          | -119                | 14 912         |
| Europe (hors France)    | 15 636            | 2 832                  | 1 057        | 1 329        | -328                | 20 526         |
| Amérique du Sud         | 13 510            | 1 608                  | 302          | 2 981        | -2 438              | 15 963         |
| Amérique du Nord        | 16 811            | 4 920                  | 429          | 155          | -67                 | 22 248         |
| Asie & Océanie          | 18 944            | 2 952                  | 503          | 457          | -96                 | 22 760         |
| Autres                  | 7 040             | 1 576                  | 845          | 1 551        | -910                | 10 102         |
| <b>Créances clients</b> | <b>84 746</b>     | <b>15 579</b>          | <b>3 290</b> | <b>6 854</b> | <b>-3 958</b>       | <b>106 512</b> |



## Hiérarchie de juste valeur

La norme IFRS7 amendée en 2009 demande de classer les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon les trois niveaux suivants :

- niveau 1 : instrument coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables ;
- niveau 3 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Les tableaux ci-dessous donnent l'analyse des instruments financiers comptabilisés en juste valeur au bilan par niveau de hiérarchie :

| <b>Actifs à la juste valeur au 31/12/2017</b> | <b>Niveau 1</b> | <b>Niveau 2</b> | <b>Niveau 3</b> | <b>TOTAL</b> |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|
| Placements de trésorerie à court terme        | 592             |                 |                 | 592          |
| Valeurs mobilières de placement               | 5 486           |                 |                 | 5 486        |
| <b>Total des actifs à la juste valeur</b>     | <b>6 078</b>    |                 |                 | <b>6 078</b> |

|  |  |           |  |           |
|--|--|-----------|--|-----------|
| <b>Passifs à la juste valeur au 31/12/2017</b> |  |           |  |           |
| Dérivés de taux (Swaps)                        |  | 12        |  | 12        |
| <b>Total des passifs à la juste valeur</b>     |  | <b>12</b> |  | <b>12</b> |

| <b>Actifs à la juste valeur au 31/12/2016</b> | <b>Niveau 1</b> | <b>Niveau 2</b> | <b>Niveau 3</b> | <b>TOTAL</b> |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|
| Placements de trésorerie à court terme        | 587             |                 |                 | 587          |
| Valeurs mobilières de placement               | 5 264           |                 |                 | 5 264        |
| <b>Total des actifs à la juste valeur</b>     | <b>5 851</b>    |                 |                 | <b>5 851</b> |

|  |  |           |  |           |
|--|--|-----------|--|-----------|
| <b>Passifs à la juste valeur au 31/12/2016</b> |  |           |  |           |
| Dérivés de taux (Swaps)                        |  | 56        |  | 56        |
| <b>Total des passifs à la juste valeur</b>     |  | <b>56</b> |  | <b>56</b> |

Il n'y a pas eu de transferts de la catégorie 1 à la catégorie 2 pour l'ensemble des actifs et passifs financiers du Groupe.

## NOTE 12 – INFORMATIONS SECTORIELLES en milliers d'euros

Conformément à la norme IFRS 8, le Groupe fournit une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le PDO (principal décideur opérationnel). Le PDO est la Direction Générale du Groupe Robertet, présidée par Monsieur Philippe Maubert.

Le niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur d'activité. La ventilation est faite sur les trois Divisions du Groupe :

- Matières Premières
- Parfumerie
- Arômes

Le reporting interne destiné au PDO est organisé suivant les secteurs opérationnels identifiés ci-dessus :

| AU 31 DÉCEMBRE 2017                        | TOTAL          | Matières<br>Premières         | Parfumerie        | Arômes         |
|--|----------------|-------------------------------|-------------------|----------------|
| <b>CHIFFRES D'AFFAIRES CONSOLIDÉ</b>       | <b>504 398</b> | <b>133 625</b>                | <b>196 258</b>    | <b>174 515</b> |
| Résultat opérationnel courant              | 67 210         | 20 800                        | 24 276            | 22 134         |
| Résultat net Part du Groupe                | 48 536         | 13 664                        | 19 178            | 15 694         |
| Goodwill                                   | 27 621         | 1 934                         | 17 808            | 7 879          |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>         | <b>151 200</b> | <b>59 960</b>                 | <b>50 114</b>     | <b>41 126</b>  |
| ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS             | 22 326         | 9 188                         | 9 326             | 3 812          |
| DOTATION AMORTISSEMENT                     | 16 339         | 6 072                         | 5 682             | 4 585          |
| ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE              | 297 037        | 129 101                       | 92 200            | 75 736         |
| PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER | 77 508         | 28 910                        | 29 839            | 18 759         |
| <b>AU 31 DÉCEMBRE 2016</b>                 | <b>TOTAL</b>   | <b>Matières<br/>Premières</b> | <b>Parfumerie</b> | <b>Arômes</b>  |
| <b>CHIFFRES D'AFFAIRES CONSOLIDÉ</b>       | <b>468 289</b> | <b>120 984</b>                | <b>174 841</b>    | <b>172 464</b> |
| Résultat opérationnel courant              | 59 583         | 19 202                        | 18 838            | 21 543         |
| Résultat net Part du Groupe                | 41 640         | 11 804                        | 14 121            | 15 715         |
| Goodwill                                   | 17 635         | 1 934                         | 7 822             | 7 879          |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>         | <b>151 319</b> | <b>56 277</b>                 | <b>49 596</b>     | <b>45 446</b>  |
| ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS             | 25 482         | 11 261                        | 12 118            | 2 103          |
| DOTATION AMORTISSEMENT                     | 14 889         | 5 536                         | 4 807             | 4 546          |
| ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE              | 278 300        | 121 450                       | 85 860            | 70 990         |
| PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER | 74 218         | 29 255                        | 25 476            | 19 487         |

Analyse par zone géographique des ventes de produits :

| AU 31 DÉCEMBRE 2017           | TOTAL   | Europe  | États-Unis | Autres  |
|-------------------------------|---------|---------|------------|---------|
| Chiffres d'affaires consolidé | 504 398 | 175 370 | 157 272    | 171 756 |

| AU 31 DÉCEMBRE 2016           | TOTAL   | Europe  | États-Unis | Autres  |
|-------------------------------|---------|---------|------------|---------|
| Chiffres d'affaires consolidé | 468 288 | 157 891 | 152 005    | 158 393 |

NOTE 13- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS en milliers d'euros

|  | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|--|---------------|---------------|
| Amortissements sur immobilisations       | 16 339        | 14 889        |
| Dotations et reprises sur provisions (1) | 1 511         | 1 574         |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>17 850</b> | <b>16 463</b> |

(1) les dotations et reprises sur provisions concernent les créances, les stocks et les provisions pour risques et charges (cf. notes 5, 6 et 8).

NOTE 14- RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

|  | 31-déc-17     | 31-déc-16    |
|--|---------------|--------------|
| Intérêts d'emprunts et charges assimilées    | -988          | -766         |
| Produits de valeurs mobilières               | 80            | 130          |
| <b>Coût financier net</b>                    | <b>-908</b>   | <b>-635</b>  |
| (Pertes) de change                           | -5 066        | -1 535       |
| Gains de change                              | 2 982         | 3 478        |
| Autres                                       | -87           | 96           |
| <b>Autres produits et charges financiers</b> | <b>-2 171</b> | <b>2 038</b> |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>-3 079</b> | <b>1 403</b> |

NOTE 15 – IMPÔTS en milliers d'euros

|                               | 31-déc-17                |                                  | 31-déc-16                |                                 |
|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|--------------------------|---------------------------------|
|                               | Résultat net avant Impôt | (Charges)/ Produits d'Impôt Nets | Résultat Net avant Impôt | (Charges)/ Produits d'Impôt Net |
| Sociétés françaises du Groupe | 35 946                   | -10 361                          | 27 984                   | -9 776                          |
| Autres sociétés du Groupe     | 32 190                   | -8 995                           | 33 069                   | -9 646                          |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>68 135</b>            | <b>-19 356</b>                   | <b>61 053</b>            | <b>-19 422</b>                  |

|                   |  |                |  |                |
|-------------------|--|----------------|--|----------------|
| Impôt courant     |  | -21 021        |  | -19 684        |
| Impôt différé net |  | 1 665          |  | 262            |
| <b>IMPÔT</b>      |  | <b>-19 356</b> |  | <b>-19 422</b> |

Les actifs et passifs d'impôts s'analysent comme suit :

|                      | 31-déc-17 | 31-déc-16 | Écart |
|----------------------|-----------|-----------|-------|
| Impôt différé Actif  | 984       | 1 222     | -239  |
| Impôt différé Passif | -9 266    | -11 013   | 1 747 |
| Impôt différé Net    | -8 282    | -9 790    | 1 508 |

|   | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---|---------------|---------------|
| Impôts différés nets au 1er janvier : actifs/ (passifs) | -9 790        | -10 391       |
| Entrée de périmètre                                     | -148          |               |
| Constatés en capitaux propres                           | -279          | 566           |
| (Charge) / produit                                      | 1 665         | 262           |
| Écarts de conversion                                    | 276           | -142          |
| Autres  | -5            | -85           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>-8 282</b> | <b>-9 790</b> |
| Dont impôts différés passifs                            | -9 266        | -11 013       |
| Dont impôts différés actifs                             | 984           | 1 222         |

La réconciliation de la charge d'impôt théorique du Groupe calculée au taux d'impôt applicable en France (34,43% en 2017 et en 2016) et la charge d'impôt effective se présente comme suit :

|   | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|---|----------------|----------------|
| Résultat net avant impôts   | 68 135         | 61 053         |
| Taux d'impôt courant en France  | 34,43%         | 34,43%         |
| <b>(Charges)/Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant en France</b> | <b>-23 459</b> | <b>-21 021</b> |
| - Impact des différences permanentes  | 1 128          | 2 109          |
| - Effet du différentiel de taux courant des pays étrangers                      | 1 143          | 512            |
| - Impact des déficits fiscaux non reconnus                                      | -242           | -51            |
| - Impact des crédits d'impôts   | 143            | 72             |
| - Impact des différences de taux (différé/courant)                              | 1 412          | -76            |
| - Impact des redressements fiscaux  | -3             | -1 022         |
| -Autres   | 522            | 54             |
| <b>(Charges) / produits d'impôts nets</b>                                       | <b>-19 356</b> | <b>-19 422</b> |
| <b>Taux effectif d'impôt du groupe en %</b>                                     | <b>28,41%</b>  | <b>31,81%</b>  |

Le taux d'imposition français est constitué du taux d'impôt sur les sociétés (33.33%), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2017, qui portent le taux global d'imposition des bénéficiaires à 34.43% (comme en 2016).

Les impôts différés sur les filiales US et françaises prennent en compte l'évolution des taux futurs d'impôt. Les déficits reportables de chaque entité sont revus et analysés à chaque clôture. Leur activation est décidée ou non dans les comptes sur la base des hypothèses suivantes :

- Forte probabilité de bénéfices à horizon 3 ans,
- Délais de report en avant de ces déficits largement au-delà des 3 ans (20 ans ou illimités)

Dès lors, aucun Impôt Différé Actif n'est activé sur les filiales en réorganisation ou en cours de développement :

1) Groupe Charabot :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Arco : 1 483 K€,
- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Charabot Inc : 275 K€ soit 330 KUSD,

3) Robertet Bulgarie :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 141 K€,

3) Robertet Andina :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 455 K€.

NOTE 16- ENGAGEMENTS en milliers d'euros

16-1 Engagements donnés et reçus

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

| Engagements donnés        | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---------------------------|---------------|---------------|
| Cautions envers le trésor | 8             | 8             |
| Promesses d'hypothèques   | 15 000        | 15 000        |
| Autres engagements        | 1 030         | 507           |
| <b>TOTAL</b>              | <b>16 038</b> | <b>15 515</b> |

| Engagements reçus                       | 31-déc-17  | 31-déc-16  |
|---|------------|------------|
| Intérêts à recevoir sur comptes à terme | 117        | 279        |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>117</b> | <b>279</b> |

Les promesses d'hypothèque concernent, à hauteur de 15 millions d'euros, une promesse consentie par la maison mère sur le terrain qui accueille la nouvelle unité de mélanges de compositions parfumerie, en garantie d'un emprunt de même montant à l'origine, ayant au 31 décembre 2017 une valeur résiduelle de 2 222 K€.

16-2 Litiges

Chacun des litiges connus, dans lesquels Robertet ou des sociétés du Groupe sont impliquées, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

## NOTE 17 - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

Les valeurs mobilières de placements sont composées de certificats de dépôts et autres produits de placements à court terme.

|                                 | 31-déc-16    | Variation  | Différence de conversion | 31-déc-17    |
|---------------------------------|--------------|------------|--------------------------|--------------|
| Valeurs mobilières de placement | 5 264        | 724        | -502                     | 5 486        |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>5 264</b> | <b>724</b> | <b>-502</b>              | <b>5 486</b> |

## INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

|                                    | 31-déc-17    | 31-déc-16    |
|------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Robertet USA :</b>              | <b>3 091</b> | <b>1 673</b> |
| Certificats de Dépôt               | 3 091        | 1 673        |
| <b>Autres placements à terme :</b> | <b>2 395</b> | <b>3 590</b> |
| Robertet Argentina                 | 215          | 176          |
| Robertet Espagne                   | 161          | 1 161        |
| Robertet Mexico                    | 747          | 1 376        |
| Arco                               | 500          | 500          |
| Robertet Brazil                    | 773          | 378          |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>               | <b>5 486</b> | <b>5 624</b> |

## NOTE 18- EFFECTIFS DU GROUPE

|              | 31-déc-16    | 31-déc-16    |
|--------------|--------------|--------------|
| Cadres       | 519          | 520          |
| Employés     | 782          | 828          |
| Production   | 503          | 398          |
| <b>TOTAL</b> | <b>1 804</b> | <b>1 746</b> |

## NOTE 19- COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL en milliers d'euros

Le capital social est composé au 31 décembre 2017 de 2 158 929 actions d'une valeur nominale de 2,5 euros, entièrement libérées, et de 143 616 certificats d'investissements. Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans (nombre d'actions au 31 décembre 2017 : 1 013 887).

Au 31 décembre 2017, le Groupe familial détient 53.01 % des droits de vote simple représentant 66.97 % des droits de vote totaux.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 5.20 euros par action.

## NOTE 20 – CALCUL DU RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul des résultats de base et dilué par action, pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, est présenté ci-dessous :

| <b>Résultat de base</b>  | <b>31-déc-17</b> | 31-déc-16    |
|--|------------------|--------------|
| Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)                             | 48 536           | 41 640       |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers) | 2 304            | 2 300        |
| <b>Résultat net de base par action (en euros)</b>  | <b>21,06</b>     | <b>18,10</b> |

| <b>Résultat dilué</b>  | <b>31-déc-17</b> | 31-déc-16    |
|--|------------------|--------------|
| Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)                             | 48 536           | 41 640       |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers) | 2 304            | 2 300        |
| Nombre moyen pondéré d'actions pris en compte pour le calcul du résultat dilué (en milliers)           | 2 304            | 2 300        |
| <b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>  | <b>21,06</b>     | <b>18,10</b> |

## NOTE 21 – ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement significatif de nature à modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2017 et la date du conseil d'administration ayant arrêté ces comptes, le 24 avril 2018.

## NOTE 22 – PARTIES LIÉES

Les transactions avec les entreprises liées sont uniquement des achats ou ventes de matières premières de la maison-mère à ces dernières. Les ventes de la maison mère à ces entreprises liées s'élèvent à 10 K€ pour l'exercice 2017, les achats à 4 049 K€.



Les transactions éliminées en consolidation ne sont pas décrites ici.

Les autres parties liées concernées sont les membres du Conseil d'Administration. Les rémunérations et avantages de toutes natures versées aux mandataires sociaux sont détaillés au paragraphe suivant :

#### NOTE 23 – RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS : en euros

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés aux membres du Conseil d'Administration et au comité de direction du Groupe, payé sur l'exercice 2017 et 2016, s'établit comme suit :

|                                     | 2017      | 2016      |
|-------------------------------------|-----------|-----------|
| Rémunération du Comité de Direction | 2 506 850 | 2 760 985 |

Les rémunérations comprennent la partie fixe et variable hors charges sociales patronales.

Tableau des rémunérations, options et actions **versées** à chaque dirigeant mandataire social :

| Rémunérations versées à Philippe Maubert, Président Directeur Général | 2017                   | 2016           |
|---|------------------------|----------------|
| <b>Rémunération fixe</b>  |                        |                |
| · France  | 336 000 <sup>(1)</sup> | 333 846        |
| · Liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe      | 97 350                 | 99 099         |
| <b>Rémunération variable</b>  | 355 000                | 317 000        |
| Avantage en nature (véhicule)   | 14 640                 | 14 640         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>802 990</b>         | <b>764 585</b> |
| <b>Rémunération liée à la performance</b>                             |                        |                |
| Prime indexée * attribuée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014   | 86 000                 | 192 500        |

(1) 350 000 euros annuels à compter du 01/07/2018.

| Rémunérations versées à Lionel Picolet, Directeur Général Adjoint   | 2017                   | 2016           |
|---|------------------------|----------------|
| <b>Rémunération fixe</b>  |                        |                |
| France  | 224 000 <sup>(1)</sup> | 223 136        |
| Liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe      | 26 550                 | 27 027         |
| <b>Rémunération variable</b>  | 210 000                | 185 000        |
| Avantage en nature (véhicule)                                       | 6 000                  | 6 000          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>466 550</b>         | <b>441 163</b> |
| <b>Rémunération liée à la performance</b>                           |                        |                |
| Prime indexée * attribuée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 | 60 000                 | 134 000        |

(1) 231 000 euros annuels à compter du 01/07/2018.

| Rémunérations versées à Christophe Maubert, Directeur Général Délégué | 2017           | 2016           |
|---|----------------|----------------|
| <b>Rémunération fixe</b>  |                |                |
| États-Unis  | 350 465        | 359 190        |
| Liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe        | 11 500         | 11 500         |
| <b>Rémunération variable</b>  | 143 000        | 130 000        |
| Avantage en nature (véhicule)   | 5 500          | 5 500          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>510 465</b> | <b>506 190</b> |
| <b>Rémunération liée à la performance</b>                             |                |                |
| Prime indexée * attribuée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014   | 60 000         | 134 000        |

| Rémunérations versées à Olivier Maubert, Directeur Général Délégué  | 2017                   | 2016           |
|---|------------------------|----------------|
| <b>Rémunération fixe</b>  |                        |                |
| France  | 168 825 <sup>(1)</sup> | 167 326        |
| Liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe      | 11 060                 | 11 261         |
| <b>Rémunération variable</b>  | 131 000                | 117 000        |
| Avantage en nature (véhicule)                                       | 9 960                  | 9 960          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>320 845</b>         | <b>305 547</b> |
| <b>Rémunération liée à la performance</b>                           |                        |                |
| Prime indexée * attribuée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 | 60 000                 | 134 000        |

(1) 175 000 euros annuels à compter du 01/07/2018.

\* Il s'agit du versement d'une prime instaurée avant 2016 en lieu et place de l'attribution d'actions gratuites. Le paiement de cette prime est étalé sur quatre ans et est indexé sur le cours de l'action Robertet. Le cours de référence, chaque année, étant la moyenne des 5 cours de bourse suivant la date de publication du premier communiqué sur les résultats de l'exercice.

Tableau des rémunérations variables et actions **attribuées** aux dirigeants :

| Philippe Maubert, Président Directeur Général       | 2017    | 2016    |
|---|---------|---------|
| Rémunération variable                               | 401 000 | 355 000 |
| Actions de performance                              | 800     | 800     |
| Lionel Picolet, Président Directeur Général Adjoint | 2017    | 2016    |
| Rémunération variable                               | 245 000 | 223 000 |
| Actions de performance                              | 600     | 600     |
| Christophe Maubert, Directeur Général Délégué       | 2017    | 2016    |
| Rémunération variable                               | 160 000 | 143 000 |

|   |             |             |
|---|-------------|-------------|
| Actions de performance                            | 500         | 500         |
| <b>Olivier Maubert, Directeur Général Délégué</b> | <b>2017</b> | <b>2016</b> |
| Rémunération variable                             | 150 000     | 131 000     |
| Actions de performance                            | 500         | 500         |

#### Attribution d'actions gratuites liées à la performance

Le Conseil d' Administration, dans la limite de l'autorisation consentie par l' Assemblée Générale consent, à certains salariés, des attributions d'actions gratuites. L'attribution de ces actions ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition de un an. A l'expiration de cette période d'acquisition les actions seront définitivement attribuées aux bénéficiaires mais demeureront incessibles pendant une période minimum de deux ans. Pour ce qui concerne les personnes ci-dessus, et sur proposition du comité de rémunération, le montant global des actions attribuées au titre des exercices 2015 et 2016 correspond à 2% du résultat Groupe de l'exercice divisé par la moyenne des 5 cours de bourse suivant la première publication des résultats.

#### Rémunération variable

Celle-ci est définie en fonction de critères de performance individualisés qui prennent en compte :

- Le résultat net du Groupe
- Les chiffres d'affaires, Groupe ou par Divisions
- Les taux de marge nette ou les résultats de certaines filiales

Cette rémunération est versée sur l'exercice suivant celui ayant servi aux critères d'attribution.

#### Jetons de présence :

|                       | Comité |               | 2017           | 2016           |
|-----------------------|--------|---------------|----------------|----------------|
|                       | Audit  | Rémunérations |                |                |
| M. Xavier GIVAUDAN    |        | •             | 10 000         | 12 500         |
| Mme Gilberte LOMBARD  | •      | •             | 22 500         | 23 500         |
| M. Alain MOYNOT       | •      |               | 25 000         | 24 500         |
| M. Dlawar BARAKAT     |        | •             |                | 10 000         |
| Mme Catherine CANOVAS | •      |               | 20 000         | 18 500         |
| Mme Isabelle MAUBERT  |        |               | 12 500         | 12 500         |
| M. Philippe MAUBERT   |        |               | 12 500         | 12 500         |
| M. Lionel PICOLET     |        |               | 12 500         | 12 500         |
| M. Christophe MAUBERT |        |               | 12 500         | 10 000         |
| M. Olivier MAUBERT    |        |               | 12 500         | 12 500         |
| <b>TOTAL</b>          |        |               | <b>140 000</b> | <b>149 000</b> |

## NOTE 24 -FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT :

Les frais de recherche et développement représentent pour l'année 2017 comme pour l'année 2016 environ 8% du chiffre d'affaires consolidé.

## NOTE 25 -HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES en milliers d'euros

|  | Deloitte & Associés |            |             |             | Cogeparc  |           |             |             | Autres     |            |             |             |
|--|---------------------|------------|-------------|-------------|-----------|-----------|-------------|-------------|------------|------------|-------------|-------------|
|  | Montant             |            | %           |             | Montant   |           | %           |             | Montant    |            | %           |             |
|  | 2017                | 2016       | 2017        | 2016        | 2017      | 2016      | 2017        | 2016        | 2017       | 2016       | 2017        | 2016        |
| <b>AUDIT</b>   |                     |            |             |             |           |           |             |             |            |            |             |             |
| Commissariat aux comptes, certification, examens des comptes individuels et consolidés | 542                 | 440        | 97%         | 100%        | 86        | 51        | 100%        | 100%        | 107        | 168        | 100%        | 100%        |
| Émetteur   | 115                 | 114        | 20%         | 26%         | 51        | 51        | 59%         | 100%        |            |            |             |             |
| Filiales intégrées globalement   | 427                 | 326        | 77%         | 74%         | 35        |           | 41%         | 0%          | 107        | 168        | 100%        | 100%        |
| <b>Sous-total</b>  | <b>542</b>          | <b>440</b> | <b>97%</b>  | <b>100%</b> | <b>86</b> | <b>51</b> | <b>100%</b> | <b>100%</b> | <b>107</b> | <b>168</b> | <b>100%</b> | <b>100%</b> |
| <b>SERVICES AUTRES QUE LA CERTIFICATION DES COMPTES</b>                                |                     |            |             |             |           |           |             |             |            |            |             |             |
| Juridique, fiscal, social  |                     |            |             |             |           |           |             |             |            |            |             |             |
| Autres   | 15                  |            | 3%          |             |           |           |             |             |            |            |             |             |
| <b>Sous-total</b>  | <b>15</b>           |            | <b>3%</b>   |             |           |           |             |             |            |            |             |             |
| <b>TOTAL</b>   | <b>557</b>          | <b>440</b> | <b>100%</b> | <b>100%</b> | <b>86</b> | <b>51</b> | <b>100%</b> | <b>100%</b> | <b>107</b> | <b>168</b> | <b>100%</b> | <b>100%</b> |

NOTE 25 -LISTES DES FILIALES CONSOLIDÉES : en milliers d'euros

| Entités                         | Pays           | % de détention | Méthode de consolidation |
|---------------------------------|----------------|----------------|--------------------------|
| Robertet GMBH                   | Allemagne      | 100%           | INTÉGRATION GLOBALE      |
| Robertet Argentina              | Argentine      | 100%           |                          |
| Robertet Do Brasil              | Brésil         | 100%           |                          |
| Robertet Espana                 | Espagne        | 100%           |                          |
| Robertet USA                    | États-Unis     | 100%           |                          |
| Robertet Italia                 | Italie         | 100%           |                          |
| Robertet Hiyoki                 | Japon          | 100%           |                          |
| Robertet de Mexico              | Mexique        | 100%           |                          |
| Robertet UK                     | Royaume-Uni    | 100%           |                          |
| Robertet et Cie SA              | Suisse         | 100%           |                          |
| Robertet Turkey                 | Turquie        | 100%           |                          |
| Robertet South Africa Aromatics | Afrique du Sud | 100%           |                          |
| Charabot                        | France         | 100%           |                          |
| Arco                            | France         | 98%            |                          |
| Charabot Inc.                   | États-Unis     | 99%            |                          |
| Charabot China                  | Chine          | 100%           |                          |
| Charabot Japon                  | Japon          | 98%            |                          |
| Charabot Corée                  | Corée          | 100%           |                          |
| Robertet China                  | Chine          | 100%           |                          |
| Robertet India                  | Inde           | 100%           |                          |
| Plantes Aromatiques du Diois    | France         | 80%            |                          |
| Robertet Bulgaria               | Bulgarie       | 100%           |                          |
| Robertet Andina                 | Colombie       | 100%           |                          |
| Robertet Asia                   | Singapour      | 100%           |                          |
| Robertet Goldfield              | Inde           | 100%           |                          |
| Hitex SAS                       | France         | 50%            | MISE EN ÉQUIVALENCE      |
| Bionov                          | France         | 100%           |                          |

# COMPTES SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017



ROBERTET

**COMPTE DE RÉSULTAT** en milliers d'euros

|  | NOTE | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|--|------|----------------|----------------|
| <b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>                | 2.13 | <b>232 272</b> | <b>212 682</b> |
| Production stockée                       |      | 2 269          | 5 565          |
| Autres produits d'exploitation           |      | 2931           | 2 518          |
| <b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b> |      | <b>237 472</b> | <b>220 765</b> |
| Achats                                   |      | -129 374       | -121 259       |
| Variation des stocks                     |      | 6 368          | 2 443          |
| Charges externes                         |      | -34 631        | -31 892        |
| <b>VALEUR AJOUTÉE</b>                    |      | <b>79 836</b>  | <b>70 057</b>  |
| Charges de personnel                     |      | -41 261        | -40 007        |
| Impôts et taxes                          |      | -4 898         | -4 184         |
| <b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>      |      | <b>33 678</b>  | <b>25 866</b>  |
| Dotations aux amortissements             |      | -6 507         | -5 974         |
| Dotations aux provisions et reprises     |      | -1 256         | -1 489         |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>           |      | <b>25 916</b>  | <b>18 402</b>  |
| Charges et produits financiers           | 2.14 | 3 545          | 19 428         |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>      |      | <b>29 460</b>  | <b>37 830</b>  |
| Charges et Produits exceptionnels        | 2.15 | -1 612         | -4 257         |
| Impôt sur les bénéfices                  | 2.17 | -6 080         | -4 108         |
| <b>RÉSULTAT NET AVANT PARTICIPATION</b>  |      | <b>21 768</b>  | <b>29 464</b>  |
| PARTICIPATION                            |      | -1 383         | -380           |
| <b>BÉNÉFICE NET</b>                      |      | <b>20 384</b>  | <b>29 084</b>  |

**BILAN** en milliers d'euros

| <b>ACTIF</b>                  | <b>NOTE</b> | <b>31-déc-17</b> | <b>31-déc-16</b> |
|-------------------------------|-------------|------------------|------------------|
| Immobilisations incorporelles | 2.1         | 242              | 369              |
| Immobilisations corporelles   | 2.1 et 2.2  | 54 851           | 53 432           |
| Immobilisations financières   | 2.3         | 123 509          | 90 760           |
| <b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b> |             | <b>178 602</b>   | <b>144 560</b>   |
| Stocks                        | 2.4         | 78 299           | 70 765           |
| Clients et comptes rattachés  |             | 59 510           | 55 268           |
| Créances diverses             | 2.5         | 15 377           | 12 259           |
| Disponibilités                | 2.6         | 11 942           | 18 275           |
| Comptes de régularisation     | 2.6         | 3 409            | 9 567            |
| <b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>  |             | <b>168 537</b>   | <b>166 133</b>   |
| <b>TOTAL ACTIF</b>            |             | <b>347 139</b>   | <b>310 693</b>   |

| <b>PASSIF</b>                                |      | <b>31-déc-17</b> | <b>31-déc-16</b> |
|--|------|------------------|------------------|
| Capital                                      | 2.19 | 5 756            | 5 743            |
| Réserves                                     |      | 128 266          | 109 784          |
| Résultat de l'exercice                       |      | 20 384           | 29 084           |
| Provisions réglementées                      | 2.8  | 28 607           | 23 025           |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>                | 2.7  | <b>183 014</b>   | <b>167 636</b>   |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES</b> | 2.8  | <b>8 719</b>     | <b>8 185</b>     |
| <b>DETTES FINANCIERES</b>                    | 2.9  | <b>112 200</b>   | <b>88 953</b>    |
| <b>DETTES D'EXPLOITATION</b>                 | 2.10 | <b>43 207</b>    | <b>45 920</b>    |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                          |      | <b>347 139</b>   | <b>310 693</b>   |



**TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE** en milliers d'euros

|   | NOTE | 31-déc-17        | 31-déc-16        |
|---|------|------------------|------------------|
| <b>Bénéfice net</b>   |      | <b>20 384</b>    | <b>29 084</b>    |
| Amortissements des immobilisations corporelles  | 2.2  | 6 507            | 5 974            |
| Dotations nettes aux provisions   |      | 7 624            | 4 237            |
| Plus/moins-value sur cessions actifs  |      | -3 969           | -70              |
| <b>Marge brute d'autofinancement</b>  |      | <b>30 546</b>    | <b>39 225</b>    |
| Variation des stocks  | 2.4  | -7 534           | -7 206           |
| Variation des créances clients et autres comptes débiteurs                            | 2.5  | -1 203           | -12 285          |
| Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs                        | 2.10 | 2 888            | 3 646            |
| <b>Variation du besoin en fonds de roulement de l'exercice</b>                        |      | <b>-11 625</b>   | <b>-15 846</b>   |
| <b>Trésorerie provenant de l'exploitation</b>   |      | <b>18 920</b>    | <b>23 380</b>    |
| Variation de périmètre (1)  |      | -32 617          | -1 306           |
| Investissements industriels   | 2.1  | -7 826           | -16 190          |
| Autres mouvements sur actifs financiers   |      | -1 466           | -1 875           |
| Cessions et réalisations d'actifs   |      | 3 996            | 77               |
| <b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement</b>                           |      | <b>37 913</b>    | <b>-19 293</b>   |
| Dividendes versés   |      | -10 588          | -9 189           |
| Souscriptions d'emprunts  | 2.9  | 50 000           | 25 000           |
| Remboursements d'emprunts   | 2.9  | -19 724          | -10 673          |
| Variation nette des autres dettes financières   |      | -234             | 410              |
| <b>Trésorerie provenant des opérations de financement</b>                             |      | <b>19 454</b>    | <b>5 549</b>     |
| <b>Variation globale de la trésorerie</b>   |      | <b>462</b>       | <b>9 635</b>     |
| Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 1 <sup>er</sup> janvier |      | -7 318           | -16 953          |
| Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 31 décembre             |      | -6 856           | -7 318           |
| <b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>  |      | <b>31-déc-17</b> | <b>31-déc-16</b> |
| Disponibilités  | 2.6  | 11 942           | 18 275           |
| Concours bancaires  | 2.9  | -18 797          | -25 592          |
| <b>NET</b>  |      | <b>-6 856</b>    | <b>-7 318</b>    |

(1) Il s'agit principalement de l'acquisition des titres Robertet Goldfield et Charabot SA. Ces opérations sont décrites dans les événements significatifs de l'exercice.

SITUATION DE L'ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE ET DU PASSIF EXIGIBLE en milliers d'euros

|   | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---|---------------|---------------|
| <b>ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE</b>     |               |               |
| Créances clients et comptes rattachés     | 59 510        | 55 268        |
| Autres créances                           | 15 377        | 12 259        |
| Disponibilités                            | 11 942        | 18 275        |
| Comptes de régularisation actif           | 3 409         | 9 567         |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>90 239</b> | <b>95 368</b> |
| <b>PASSIF EXIGIBLE</b>                    |               |               |
| Emprunts et dettes financières divers     | 22 328        | 14 778        |
| Concours bancaires                        | 18 797        | 25 592        |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés  | 30 330        | 34 392        |
| Dettes fiscales et sociales               | 12 614        | 10 777        |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>84 070</b> | <b>85 539</b> |
| <b>ACTIF RÉALISABLE - PASSIF EXIGIBLE</b> | <b>36 169</b> | <b>9 829</b>  |



# NOTE ANNEXE AUX COMPTES

## ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Robertet SA a procédé à l'acquisition le 12 mai 2017 d'une société indienne en joint-venture avec un partenaire local. Le prix d'acquisition des titres s'élève à 7 454 K€ pour une détention à hauteur de 60%.

Robertet SA a procédé au rachat total des titres minoritaires de Charabot Participations en date du 22 décembre 2017 pour la somme de 25 millions d'euros. Robertet détient désormais 100% des titres de Charabot Participations.

## NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

### A. Principes

Les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (Code de commerce, décret comptable du 29 novembre 1983 et règlement 2015-06 de l'ANC [Autorité des normes comptables] relatif au plan comptable général 2014).

### B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

|                              |                    |
|------------------------------|--------------------|
| • Constructions              | 20 ans ou 40 ans   |
| • Constructions légères      | 8 ans              |
| • Matériel de transport      | 4 et 5 ans         |
| • Agencements, installations | 5, 8 ans et 20 ans |
| • Installations techniques   | 5 ans ou 10 ans    |
| • Matériels de bureau        | 5 ans              |

L'entreprise enregistre en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique.

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, l'entreprise procède à l'examen de la valeur actuelle de cette immobilisation. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur d'usage est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de cette immobilisation dans le cadre des conditions d'utilisation prévues par l'entreprise. La valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par l'entreprise dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Un amortissement exceptionnel est comptabilisé lorsque la valeur actuelle d'une immobilisation devient durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

### C. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, lorsque la valeur recouvrable devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée sur la base des différents critères, dont la quote-part de capitaux propres ou selon le cas, la valeur de marché et les perspectives de rentabilité.

Les autres immobilisations financières sont également évaluées au coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire (valeur de marché ou situation nette) s'avère inférieure.

### D. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et leur valeur de marché. Le coût de revient des stocks correspond au coût moyen pondéré, le coût d'acquisition comprenant tous les frais accessoires d'achat.

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à leur coût réel de fabrication incluant les coûts directs et indirects de production.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

### E. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction soit d'un risque commercial, soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

### F. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix de revient ; une provision pour dépréciation est comptabilisée si la valeur de marché se révèle inférieure.

### G. Instruments financiers

Instruments de change :

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives mais d'affecter les contrats à la couverture d'engagements fermes ou de transactions futures dont la réalisation est hautement probable.

Les produits et les charges résultant de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sont enregistrés dans le résultat financier ou le résultat d'exploitation selon la nature des opérations lorsque la transaction est dénouée.

Une provision est constatée, le cas échéant, à la clôture correspondant à la perte latente de la valeur de marché de l'instrument financier à cette date.

## Instruments de taux :

L'exposition aux risques de taux de la société résulte principalement des lignes de crédit et des emprunts à taux variables. Les résultats dégagés par les swaps de taux d'intérêt qui couvrent des éléments du passif financier sont comptabilisés en net dans le résultat financier.

## H. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins values de cession, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels.

## I. Utilisation d'estimations

La préparation des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis, nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses réalisées par la direction de l'entreprise et pouvant affecter les montants d'actifs et passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont :

- Les engagements sociaux (note 2.8),
- Les provisions (note 2.8).

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Des tests de dépréciation sont également réalisés sur les titres de participation.

## J. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

## K. Engagements de retraite

La société applique la recommandation n° 2003-R01 du 1er avril du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite.

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture.

Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en résultat.

#### L. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Le chiffre d'affaires est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

#### M. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

#### N. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur au cours moyen mensuel. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. Les pertes et les gains de change sont comptabilisés dans le résultat d'exploitation ou dans le résultat financier selon la nature des opérations réalisées.

#### O. Crédit Impôt Compétitivité et Emploi

La société a opté pour comptabiliser le Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi (CICE), instauré depuis le 1er janvier 2013, en déduction des charges de personnel. Ce produit est rattaché à l'exercice selon le rythme de l'engagement des charges de personnel correspondantes.

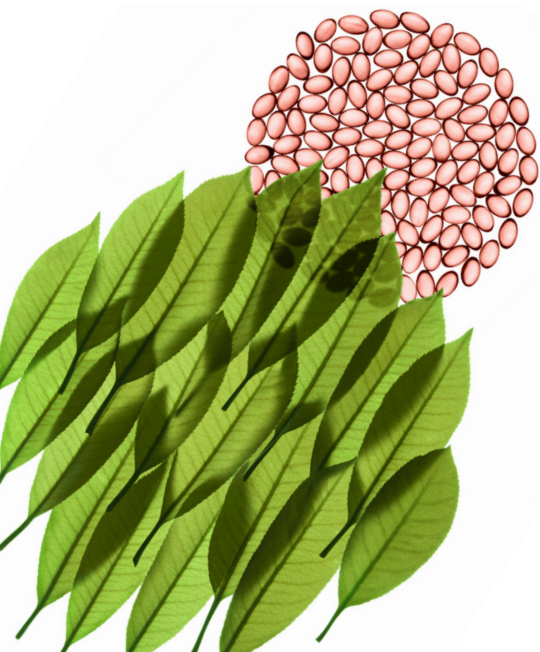
Son montant est de 1 132 K€ au titre des rémunérations visées et versées en 2017 et en application d'un taux de 7% (vs 927 K€ pour l'exercice 2016).

L'avantage de trésorerie lié au CICE dégagé en 2017 lors de la liquidation de l'impôt sur les sociétés, a été principalement utilisé pour financer des investissements industriels.

#### P. Changement de méthode

Suite au règlement ANC 2015-05, le résultat de change sur les opérations de nature commerciale doit se comptabiliser en résultat d'exploitation. Ce changement de méthode a été effectué dans les comptes 2017 et a pour impact un reclassement net positif de 486 K€ dans le résultat d'exploitation .

Les comptes comparatifs 2016 n'ont pas été modifiés ceci n'étant pas requis par les textes.



## NOTE 2 – COMPLÉMENTS D'INFORMATION

### 2.1 MOUVEMENTS SUR IMMOBILISATIONS en milliers d'euros

|                                      | 31-déc-16      | Autres<br>mouvements | Acquisitions | Cessions     | 31-déc-17      |
|--------------------------------------|----------------|----------------------|--------------|--------------|----------------|
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b> |                |                      |              |              |                |
| MALI DE CONFUSION*                   |                |                      |              |              |                |
| LOGICIELS                            | 1 260          |                      | 88           |              | 1 349          |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>1 260</b>   |                      | <b>88</b>    |              | <b>1 349</b>   |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>   |                |                      |              |              |                |
| TERRAINS                             | 2 168          |                      |              |              | 2 168          |
| CONSTRUCTIONS                        | 57 647         | 2 361                | 2 518        | 2 084        | 60 442         |
| INSTALLATIONS TECHNIQUES             | 57 370         | 3 050                | 1 806        | 158          | 62 068         |
| AUTRES IMMOBILISATIONS               | 10 366         |                      | 1 211        | 384          | 11 192         |
| IMMOBILISATIONS EN COURS             | 3 974          | -5 410               | 2 200        |              | 764            |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>131 525</b> |                      | <b>7 734</b> | <b>2 626</b> | <b>136 633</b> |

Les principales acquisitions de l'exercice sont composées de la construction de deux extracteurs pour la division Matières Premières (2,2 millions d'euros) et de l'aménagement des nouveaux bureaux parisiens (1,7 millions d'euros).

Les cessions concernent principalement la vente de l'immeuble parisien, pour 4 millions d'euros pour lequel une promesse de vente avait été signée en mai 2016. Cet immeuble était totalement amorti dans les comptes sociaux.

### 2.2 MOUVEMENTS SUR AMORTISSEMENTS en milliers d'euros

|                          | 31-déc-16     | Dotations    | Diminutions  | 31-déc-17     |
|--------------------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| LOGICIELS                | 891           | 215          |              | 1 106         |
| CONSTRUCTIONS            | 24 651        | 1 997        | 2 080        | 24 567        |
| INSTALLATIONS TECHNIQUES | 44 859        | 3 491        | 157          | 48 194        |
| AUTRES IMMOBILISATIONS   | 8 583         | 804          | 365          | 9 022         |
| <b>TOTAL</b>             | <b>78 984</b> | <b>6 507</b> | <b>2 602</b> | <b>82 888</b> |

## 2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES en milliers d'euros

| VALEUR BRUTE                             | 31-déc-16     | Autres<br>Mouvements | Acquisitions  | Cessions     | 31-déc-17      |
|--|---------------|----------------------|---------------|--------------|----------------|
| Participations                           | 80 014        | 69                   | 32 617        |              | 112 701        |
| Créances rattachées à des participations | 12 275        | -69                  | 3 503         | 1 879        | 13 830         |
| Autres immobilisations financières       | 226           |                      | 23            | 6            | 243            |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>92 514</b> |                      | <b>36 143</b> | <b>1 885</b> | <b>126 773</b> |

| PROVISIONS                               | 31-déc-16    |  | Dotations    | Reprises | 31-déc-17    |
|--|--------------|--|--------------|----------|--------------|
| Participations                           | 1 453        |  | 1 509        |          | 2 962        |
| Créances rattachées à des participations | 300          |  |              |          | 300          |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>1 754</b> |  | <b>1 509</b> |          | <b>3 262</b> |

|                     |               |  |  |  |                |
|---------------------|---------------|--|--|--|----------------|
| <b>VALEUR NETTE</b> | <b>90 760</b> |  |  |  | <b>123 511</b> |
|---------------------|---------------|--|--|--|----------------|

## 2.4 STOCKS en milliers d'euros

| Désignation                    | Méthode de valorisation                          | 31-déc-16     | 31-déc-17     |
|--------------------------------|--|---------------|---------------|
| Matières premières             | Coût moyen pondéré ou cours du jour si inférieur | 37 843        | 44 211        |
| Provision / Matières Premières |  | -1 447        | -1 890        |
| En-cours et produits finis     | Coût de production                               | 36 856        | 39 124        |
| Provision/ Produits Finis      |  | - 2487        | - 3147        |
| <b>TOTAL</b>                   |  | <b>70 765</b> | <b>78 299</b> |

## 2.5 CRÉANCES en milliers d'euros

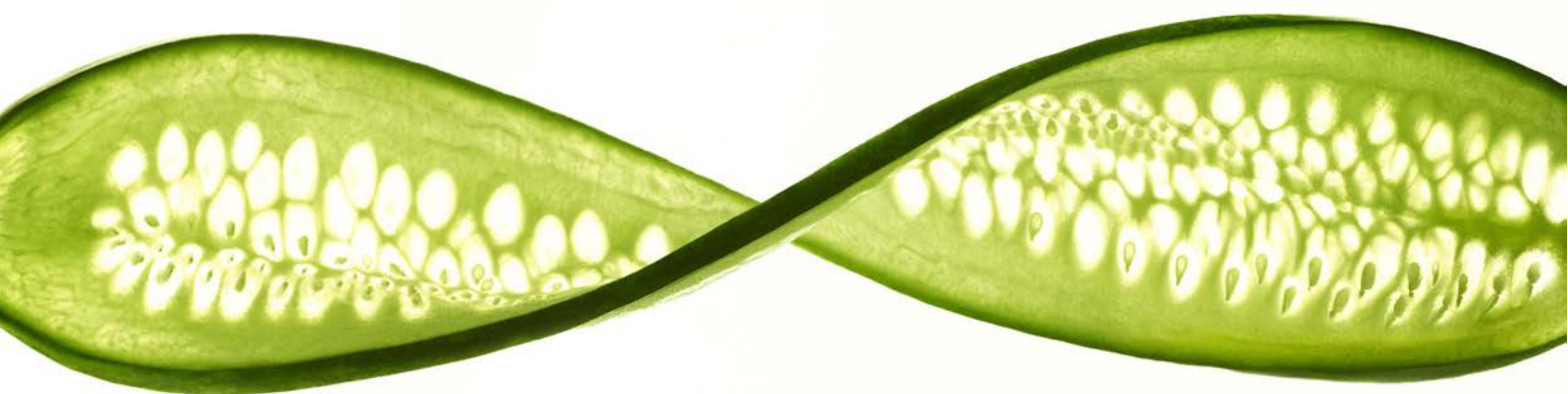
Toutes les créances clients et autres créances diverses sont à moins d'un an.

| Détail des créances diverses | 31-déc-16     | 31-déc-17     |
|------------------------------|---------------|---------------|
| Fournisseurs débiteurs       | 8 420         | 14 020        |
| Créances sociales            | 157           | 159           |
| Créances fiscales            | 3 025         | 510           |
| Produits à recevoir          | 653           | 337           |
| Créances diverses            | 3             | 351           |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>12 259</b> | <b>15 377</b> |



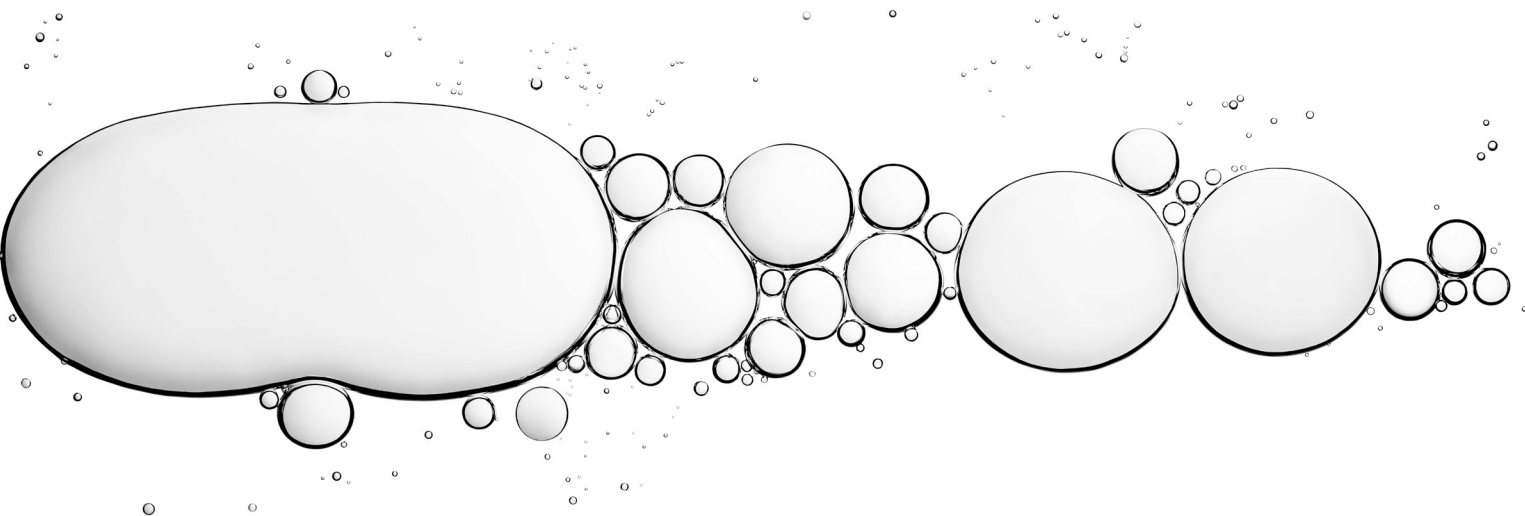
## 2.6 COMPTES DE RÉGULARISATION ET DISPONIBILITÉS en milliers d'euros

|  | 31-déc-16     | 31-déc-17     |
|--|---------------|---------------|
| <b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>           | <b>9 403</b>  | <b>2 935</b>  |
| Achats                                       | 9 009         | 2 319         |
| Frais généraux                               | 394           | 616           |
| <b>ÉCART DE CONVERSION ACTIF</b>             | <b>164</b>    | <b>474</b>    |
| Prêts  |               | 397           |
| Produits à recevoir                          | 164           | 77            |
| <b>TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF</b>  | <b>9 567</b>  | <b>3 409</b>  |
| <b>ÉCART DE CONVERSION PASSIF</b>            | <b>751</b>    | <b>263</b>    |
| Fournisseurs                                 | 559           | 180           |
| Prêts  | 192           | 83            |
| <b>TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF</b> | <b>751</b>    | <b>263</b>    |
| Soldes bancaires                             | 18 253        | 11 910        |
| Caisses                                      | 22            | 31            |
| <b>TOTAL DISPONIBILITÉS</b>                  | <b>18 275</b> | <b>11 942</b> |



## 2.7 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en milliers d'euros

|                                       | TITRES           |                                 |              |                      |                |                            |                     |
|---------------------------------------|------------------|---------------------------------|--------------|----------------------|----------------|----------------------------|---------------------|
|                                       | actions          | Certificats<br>d'investissement | Capital      | Primes<br>d'émission | Réserves       | Provisions<br>Réglementées | Capitaux<br>Propres |
| <b>Situation au 31 décembre 2015</b>  | <b>2 153 579</b> | <b>143 616</b>                  | <b>5 743</b> | <b>12 430</b>        | <b>106 541</b> | <b>18 698</b>              | <b>143 413</b>      |
| Dividendes versés                     |                  |                                 |              |                      | -9 189         |                            | -9 189              |
| Variation des provisions réglementées |                  |                                 |              |                      |                | 4 327                      | 4 327               |
| Résultat de l'exercice                |                  |                                 |              |                      | 29 084         |                            | 29 084              |
| <b>Situation au 31 décembre 2016</b>  | <b>2 153 579</b> | <b>143 616</b>                  | <b>5 743</b> | <b>12 430</b>        | <b>126 436</b> | <b>23 026</b>              | <b>167 636</b>      |
| Dividendes versés                     |                  |                                 |              |                      | -10 588        |                            | -10 588             |
| Attribution actions gratuites         | 5 350            |                                 | 13           |                      | -13            |                            |                     |
| Variation des provisions réglementées |                  |                                 |              |                      |                | 5 582                      | 5 582               |
| Résultat de l'exercice                |                  |                                 |              |                      | 20 384         |                            | 20 384              |
| <b>Situation au 31 décembre 2017</b>  | <b>2 158 929</b> | <b>143 616</b>                  | <b>5 756</b> | <b>12 430</b>        | <b>136 219</b> | <b>28 607</b>              | <b>183 014</b>      |



## 2.8 ÉTAT DES PROVISIONS en milliers d'euros

|   | provisions<br>au 31-déc-16 | dotations<br>(2) | utilisations<br>(2) | reprise<br>provision non<br>utilisée (2) | provisions<br>au 31-déc-16 |
|---|----------------------------|------------------|---------------------|--|----------------------------|
| <b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>                | <b>23 025</b>              | <b>9 010</b>     | <b>3 428</b>        |  | <b>28 607</b>              |
| Provision pour hausse des prix (1)            | 19 090                     | 8 810            | 3 428               |  | 24 472                     |
| Amortissements dérogatoires                   | 3 935                      | 200              |                     |  | 4 135                      |
| Provision pour investissement                 |                            |                  |                     |  |                            |
| <b>PROVISIONS<br/>POUR RISQUES ET CHARGES</b> | <b>8 185</b>               | <b>698</b>       | <b>164</b>          |  | <b>8 719</b>               |
| Provision retraites (3)                       | 7 745                      | 214              |                     |  | 7 959                      |
| Provision médailles du travail                | 226                        | 9                |                     |  | 235                        |
| Provision écart de conversion actif           | 164                        | 474              | 164                 |  | 474                        |
| Provision pour risques divers                 | 50                         |                  |                     |  | 50                         |
| <b>PROVISION<br/>SUR ACTIF CIRCULANT</b>      | <b>4 644</b>               | <b>1 150</b>     | <b>102</b>          | <b>16</b>                                | <b>5 676</b>               |
| Clients                                       | 709                        | 48               | 102                 | 16                                       |                            |
| Stocks  | 3 934                      | 1 103            |                     |  |                            |

(1) dont part à moins d'un an : 2 285 K€.

(2) L'impact des dotations, utilisations et reprises s'élève à 7 148 milliers d'euros et se ventile ainsi :

|                         | Dotations     | Reprises     | Net          |
|-------------------------|---------------|--------------|--------------|
| Résultat d'exploitation | 1 374         | 118          | 1 256        |
| Résultat financier      | 474           | 164          | 311          |
| Résultat exceptionnel   | 9 010         | 3 428        | 5 582        |
| <b>TOTAL</b>            | <b>10 858</b> | <b>3 710</b> | <b>7 148</b> |

(3) Pour les provisions retraites :

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnité de fin de carrière) font l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Les engagements sont déterminés selon la méthode des "unités de crédit projetées". Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

|                                 | 2017  | 2016  |
|---------------------------------|-------|-------|
| Taux de croissance des salaires | 2%    | 2%    |
| Taux d'actualisation            | 1,30% | 1,31% |

| <b>TAUX DE ROTATION DU PERSONNEL</b> | 2017 | 2016 |
|--------------------------------------|------|------|
| De 16 ans à 30 ans                   | 8,3% | 8,3% |
| De 31 ans à 41 ans                   | 3,5% | 3,5% |
| De 42 ans à 49 ans                   | 1,5% | 1,5% |
| De 50 ans à 65 ans                   | 0,2% | 0,2% |

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 2017.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

|                                  | 2017       | 2016         |
|----------------------------------|------------|--------------|
| Coût annuel des services rendus  | 427        | 297          |
| Frais financiers sur engagements | 101        | 123          |
| Gains et Pertes Actuariels       | -314       | 1 276        |
| <b>Coût de la période</b>        | <b>214</b> | <b>1 696</b> |

La variation des engagements de retraite et assimilés se ventile comme suit :

|                                | 2017         | 2016         |
|--------------------------------|--------------|--------------|
| Engagement à l'ouverture       | 7 745        | 6 049        |
| Coût de la période             | 214          | 1 696        |
| <b>Engagement à la clôture</b> | <b>7 959</b> | <b>7 745</b> |

## 2.9 DETTES FINANCIÈRES en milliers d'euros

| Analyse par catégorie de dettes | 31-déc-17      | 31-déc-16     |
|---------------------------------|----------------|---------------|
| Emprunts à long et moyen terme  | 88 286         | 57 994        |
| Concours bancaires courants     | 18 797         | 25 592        |
| Autres dettes financières       | 5 117          | 5 366         |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>112 200</b> | <b>88 953</b> |

| Analyse par échéances de remboursement | 31-déc-17      | 31-déc-16     |
|--|----------------|---------------|
| A moins d'un an                        | 40 941         | 40 370        |
| A plus d'un an et moins de cinq ans    | 54 228         | 33 826        |
| A plus de cinq ans                     | 17 031         | 14 757        |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>112 200</b> | <b>88 953</b> |

| Analyse des mouvements / emprunts       | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---|---------------|---------------|
| Souscription d'emprunts sur l'exercice  | 50 000        | 25 000        |
| Remboursement d'emprunts sur l'exercice | -19 724       | -10 673       |
| <b>VARIATION NETTE</b>                  | <b>30 276</b> | <b>14 327</b> |

| Analyse des dettes financières par devise | 31-déc-17      | 31-déc-16     |
|---|----------------|---------------|
| Dettes financières libellées en Euros     | 111 187        | 87 840        |
| Dettes financières libellées en USD       | 1 014          | 1 113         |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>112 200</b> | <b>88 953</b> |

Il existe des covenants sur des emprunts dont le solde total s'élève à 3,8 millions d'euros au 31/12/2017. Les limites de déclenchement de ces covenants sont très largement respectées par Robertet SA au 31/12/2017.

## 2.10 DETTES D'EXPLOITATION en milliers d'euros

Toutes exigibles à moins d'un an, elles se décomposent comme suit :

|                                   | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| Fournisseurs et comptes rattachés | 26 724        | 30 211        |
| Personnel et comptes rattachés    | 6 928         | 6 520         |
| Organismes sociaux                | 3 931         | 3 539         |
| État, impôts et taxes             | 1 755         | 718           |
| Commissions à payer               | 3 183         | 3 637         |
| Autres charges à payer            | 423           | 544           |
| Écart de conversion               | 263           | 751           |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>43 207</b> | <b>45 920</b> |

## 2.11 ENGAGEMENTS en milliers d'euros

| Engagements donnés                        | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---|---------------|---------------|
| Consentis à l'égard des entreprises liées | 7 014         | 25 923        |
| Cautions envers le trésor                 | 8             | 8             |
| Autres cautions                           | 3             | 7             |
| Promesses d'hypothèque                    | 15 000        | 15 000        |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>15 801</b> | <b>40 938</b> |

Les promesses d'hypothèque concernent, à hauteur de 15 millions d'euros, une promesse consentie par Robertet SA sur le terrain qui accueille la nouvelle unité de mélanges de compositions parfumerie, en garantie d'un emprunt de même montant à l'origine, ayant au 31 décembre 2017, une valeur résiduelle de 2 222 K€.

Les engagements consentis à l'égard des entreprises liées concernent principalement l'engagement de rachat des titres résiduels des sociétés Robertet Goldfield et SAPAD.

## 2.12 SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES

Néant.

## 2.13 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES ET PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ en milliers d'euros

| Par zones géographiques | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|-------------------------|----------------|----------------|
| Europe                  | 175 408        | 157 603        |
| Amérique du Nord        | 13 481         | 15 841         |
| Amérique du Sud         | 9 446          | 9 558          |
| Asie                    | 22 784         | 18 470         |
| Autres Pays             | 11 153         | 11 210         |
| <b>TOTAL</b>            | <b>232 272</b> | <b>212 682</b> |

| Par secteurs d'activité         | 31-déc-17      | 31-déc-16      |
|---------------------------------|----------------|----------------|
| Matières Premières              | 86 752         | 78 735         |
| Compositions pour la Parfumerie | 84 932         | 79 885         |
| Arômes Alimentaires             | 60 587         | 54 062         |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>232 271</b> | <b>212 682</b> |

## 2.14 RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

|  | 31-déc-17    | 31-déc-16     |
|--|--------------|---------------|
| Dividendes   | 6 453        | 20 005        |
| Intérêts sur dettes financières                        | -574         | -579          |
| Escomptes accordés et reçus                            | -90          | -86           |
| Gains/(Pertes) de change                               | -164         | -400          |
| Frais de banque, charges et produits financiers divers | -262         | -296          |
| (Dotations)/Reprise provision financière               | -1 819       | 783           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>3 545</b> | <b>19 428</b> |

## 2.15 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL en milliers d'euros

|   | 31-déc-17     | 31-déc-16     |
|---|---------------|---------------|
| (Dotations) et reprises aux provisions réglementées | -5 582        | -4 327        |
| Résultat net de cession des immobilisations (1)     | 3 969         | 70            |
| <b>TOTAL</b>  | <b>-1 612</b> | <b>-4 257</b> |

(1) Le résultat de cession correspond à la vente de l'immeuble parisien pour 4 millions d'euros.

## 2.16 SITUATION FISCALE LATENTE en milliers d'euros

|  | 31-déc-17 | 31-déc-16 |
|--|-----------|-----------|
| Impôt latent à payer sur provisions réglementées             | 8 179     | 7 928     |
| Impôt payé d'avance sur participation et provisions retraite | 3 775     | 2 797     |
| Impôt payé d'avance sur contribution sociale de solidarité   | 117       | 107       |

## 2.17 VENTILATION DE L'IMPÔT en milliers d'euros

|                 | Résultat avant impôt | Impôt dû     | Résultat net  |
|-----------------|----------------------|--------------|---------------|
| Courant :       | 29 460               | 6 654        | 22 806        |
| Exceptionnel :  | -1 612               | -464         | -1 148        |
| Participation : | -1 383               | -110         | -1 273        |
| <b>TOTAL</b>    | <b>26 464</b>        | <b>6 080</b> | <b>20 384</b> |

## 2.18 EFFECTIF MOYEN en milliers d'euros

|                    | 31-déc-17  | 31-déc-16  |
|--------------------|------------|------------|
| Cadres             | 158        | 156        |
| Agents de maîtrise | 193        | 186        |
| Employés           | 159        | 212        |
| Ouvriers           | 159        | 96         |
| <b>TOTAL</b>       | <b>669</b> | <b>650</b> |

Les heures disponibles restantes sont entièrement reportables dans le cadre du nouveau dispositif de Compte Personnel de Formation mis en place à partir du 1er janvier 2015.

L'effectif du personnel intérimaire s'élève à 80 au 31 décembre 2017 vs 24 au 31 décembre 2016.

## 2.19 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 2 153 579 actions et de 143 616 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 2,5 €.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans.



## 2.20 CHARGES A PAYER en milliers d'euros

|                                   | 31-déc-17     | 31-déc-16    |
|-----------------------------------|---------------|--------------|
| Fournisseurs et Comptes Rattachés | 4 602         | 2 607        |
| Dettes fiscales et sociales       | 7 087         | 6 537        |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>11 689</b> | <b>9 145</b> |

## 2.21 PRODUITS A RECEVOIR en milliers d'euros

|                       | 31-déc-17  | 31-déc-16  |
|-----------------------|------------|------------|
| Royalties             | 110        | 389        |
| Dividendes à recevoir | 209        | 260        |
| Divers                | 18         | 4          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>337</b> | <b>653</b> |

## 2.22 ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES en milliers d'euros

|  | Montant concernant les entreprises |   |
|--|------------------------------------|---|
|  | Liées                              | avec lesquelles la Sté a un lien de participation |
| <b>BILAN</b>                             |                                    |   |
| Participations                           | 109 876                            | 64  |
| Créances rattachées à des participations | 13 530                             |   |
| Créances clients et comptes rattachés    | 22 059                             |   |
| Emprunts et dettes financières diverses  | 4 000                              |   |
| Avances fournisseurs                     | 8 923                              |   |
| Dettes fournisseurs                      | 9 100                              |   |
| Produits à recevoir                      | 402                                |   |
| Autres dettes                            | 299                                |   |
| <b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>                |                                    |   |
| Chiffre d'Affaires                       | 90 196                             |   |
| Autres produits                          | 861                                |   |
| Achats de matières premières             | 33 561                             |   |
| Produits de participation                | 6 453                              |   |
| Charges financières                      | 15                                 |   |
| Produits financiers                      | 144                                |   |

Robertet Grasse assure la production de l'ensemble de l'activité Compositions Parfumerie de Charabot S A depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011.

Le montant des prestations refacturées, s'élève à 5 910 K€ sur l'exercice 2017.

Robertet Grasse assure également la production de l'ensemble de l'activité huiles essentielles, résinoïdes, concrètes et absolues de Charabot S.A. depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2015.

Le montant des prestations refacturées s'élève à 1 800 K€ sur l'exercice 2017.

## 2.23 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS en milliers d'euros

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

|                    | 31-déc-17 |              | 31-déc-16 |              |
|--------------------|-----------|--------------|-----------|--------------|
|                    | Nominal   | Juste valeur | Nominal   | Juste valeur |
| Change à terme USD | 3 327     | 3 379        | 9 391     | 9 056        |

Au 31 décembre 2017, les emprunts ayant fait l'objet d'une couverture par des swaps de taux d'intérêt représentent un nominal de 1,1 millions d'euros. La valeur de marché de ces instruments est de 12 K€ au 31 décembre 2017.

## 2.24 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération allouée au comité de Direction pour l'exercice 2017 s'élève à 2 506 850 € (vs 2 760 985 € en 2016).

Ces rémunérations sont détaillées dans l'annexe sur les comptes consolidés en note 22.



## 2.25 FILIALES ET PARTICIPATIONS en milliers d'euros

|                                 | Valeur d'inventaire des titres |              |                | Prêts et avances consentis | Cautions et avais donnés | Capital (1) | Réserves et report à nouveau (1) | % détenu | Dividendes reçus (2) | Résultat du dernier exercice (2) |
|---------------------------------|--------------------------------|--------------|----------------|----------------------------|--------------------------|-------------|----------------------------------|----------|----------------------|----------------------------------|
|                                 | brut                           | provision    | net            |                            |                          |             |                                  |          |                      |                                  |
| Robertet GMBH                   | 542                            | 121          | 420            |                            |                          | 26          | 403                              | 100,00   |                      | -8                               |
| Robertet Argentina              | 177                            |              | 177            | 417                        |                          | 404         | 445                              | 100,00   | 254                  | 232                              |
| Robertet do Brasil              | 5 757                          |              | 5 757          |                            |                          | 5 986       | 4 682                            | 100,00   |                      | 6 310                            |
| Robertet Espana                 | 162                            |              | 162            |                            |                          | 60          | 2 273                            | 100,00   | 605                  | 842                              |
| Robertet USA                    | 19 880                         |              | 19 880         |                            |                          | 2 816       | 87 043                           | 100,00   | 4 413                | 11 185                           |
| Robertet Italia                 | 70                             |              | 70             |                            |                          | 26          | 68                               | 100,00   |                      | 4                                |
| Robertet Japon                  | 199                            |              | 199            |                            |                          | 592         | 2 059                            | 100,00   |                      | 149                              |
| Robertet de Mexico              | 139                            |              | 139            |                            |                          | 195         | 6 754                            | 100,00   | 1 100                | 910                              |
| Robertet UK                     | 1 012                          |              | 1 012          |                            |                          | 138         | 7 368                            | 100,00   |                      | 2 096                            |
| Robertet et Cie SA              | 38                             |              | 38             |                            |                          | 64          | 1 298                            | 100,00   |                      | 178                              |
| Robertet Turquie                | 1 777                          |              | 1 777          |                            |                          | 804         | 787                              | 100,00   |                      | 422                              |
| Robertet South Africa Aromatics | 460                            | 126          | 334            |                            |                          | 290         | 88                               | 100,00   |                      | -45                              |
| Robertet India                  | 12                             |              | 12             |                            |                          | 125         | 52                               | 100,00   |                      | 130                              |
| IS Finances SAS                 | 100                            |              | 100            |                            |                          |             |                                  |          |                      |                                  |
| Robertet Beijing                | 6 889                          |              | 6 889          | 609                        |                          | 7 209       | -130                             | 100,00   |                      | 377                              |
| Groupe Charabot                 | 57 941                         |              | 57 941         |                            |                          | 6 100       | 94 950                           | 100,00   |                      | 7 330                            |
| Sarl Serei No Nengone           | 1                              |              | 1              |                            | 790                      | 3           | 171                              | 44,00    |                      |                                  |
| Plantes Aromatiques du Diois    | 4 647                          |              | 4 647          | 1 700                      |                          | 98          | 3 431                            | 80,00    |                      | 461                              |
| Fragrant Garden SA              | 168                            |              | 168            |                            |                          |             |                                  | 50,00    |                      |                                  |
| RI Natural SL                   | 3                              |              | 3              |                            |                          | 6           |                                  | 50,00    |                      |                                  |
| Hitex SAS                       | 1 564                          |              | 1 564          |                            |                          | 270         | 1 772                            | 50,00    | 50                   | 326                              |
| Robertet Outre-Mer              | 1                              |              | 1              |                            |                          |             |                                  | 100,00   |                      |                                  |
| Robertet Bulgaria               | 900                            | 900          |                |                            |                          | 900         | -1 450                           | 100,00   |                      | 36                               |
| Robertet Asia                   | 129                            |              | 129            | 3 620                      |                          | 257         | 1 132                            | 100,00   |                      | 386                              |
| Robertet Andina                 | 1 274                          | 1 274        |                | 1 184                      |                          | 1 188       | -43                              | 100,00   |                      | -1 328                           |
| Finca Carrasquillas             | 1 000                          |              | 1 000          | 800                        |                          |             |                                  | 50,00    |                      |                                  |
| Bionov                          | 339                            | 339          |                | 3 025                      |                          | 160         | -54                              | 100,00   |                      | -249                             |
| Robertet Goldfield              | 7 454                          |              | 7 454          |                            |                          | 91          | 861                              | 60,00    |                      | 435                              |
| Bureau Istanbul                 | 3                              |              | 3              |                            |                          |             |                                  |          |                      |                                  |
| <b>Sous-total</b>               | <b>112 638</b>                 | <b>2 762</b> | <b>109 877</b> | <b>11 354</b>              | <b>790</b>               |             |                                  |          |                      |                                  |
| Autres                          | 64                             |              | 64             |                            |                          |             |                                  |          |                      |                                  |
| <b>Total</b>                    | <b>112 702</b>                 | <b>2 762</b> | <b>109 941</b> | <b>11 354</b>              | <b>790</b>               |             |                                  |          |                      |                                  |

(1) : montant en devise converti au taux de clôture

(2) : montant en devise converti au taux moyen annuel

## RÉSULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| NATURE DES INDICATIONS  | 2013      | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D' EXERCICE</b>  |           |           |           |           |           |
| Capital social en milliers d'euros  | 5 713     | 5 743     | 5 743     | 5 743     | 5 756     |
| Nombre d'actions  | 2 135 447 | 2 147 547 | 2 153 579 | 2 153 579 | 2 158 929 |
| Nombre de certificats d'investissement  | 149 648   | 149 648   | 143 616   | 143 616   | 143 616   |
| Valeur nominale des titres  | 2,50      | 2,50      | 2,50      | 2,50      | 2,50      |
| <b>RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS en milliers d'euros</b>   |           |           |           |           |           |
| Chiffre d'affaires hors taxes   | 162 331   | 162 853   | 184 522   | 212 682   | 232 272   |
| Bénéfice avant impôt,<br>dotation aux amortissements et provisions                                  | 20 684    | 29 537    | 28 150    | 44 200    | 41 627    |
| Impôt sur les bénéfices   | 2 729     | 3 261     | 3 016     | 4 108     | 6 080     |
| Bénéfice après impôt,<br>dotation aux amortissements et provisions                                  | 12 172    | 21 029    | 15 274    | 29 084    | 20 384    |
| Montant des bénéfices distribués  | 6 513     | 7 581     | 9 189     | 10 588    |           |
| <b>RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT A UN SEUL TITRE</b>   |           |           |           |           |           |
| Bénéfice après impôt,<br>avant dotation aux amortissements et provisions                            | 7,86      | 11,44     | 10,94     | 17,45     | 15,44     |
| Bénéfice après impôt,<br>dotation aux amortissements et provisions                                  | 5,33      | 9,15      | 6,65      | 12,66     | 8,85      |
| <b>Dividende versé à chaque titre</b>   | 2,85      | 3,30      | 4,00      | 4,60      |           |
| <b>PERSONNEL</b>  |           |           |           |           |           |
| Nombre de salariés  | 591       | 622       | 631       | 650       | 669       |
| Montant de la masse salariale en milliers d'euros   | 23 362    | 24 654    | 26 051    | 27 189    | 28 375    |
| Montant versé au titre des avantages sociaux<br>(S.S., œuvres sociales, etc...) en milliers d'euros | 12 668    | 12 105    | 13 174    | 13 309    | 13 399    |

# RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017



ROBERTET

## RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En conformité avec l'article L.225-37 du Code de commerce, le Président du Conseil d'administration a rédigé le présent rapport pour rendre compte aux actionnaires de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, des procédures de contrôle interne et de gestion des risques en place dans l'entreprise.

En matière de gouvernement d'entreprise, la société se réfère aux recommandations du Code de Gouvernement d'Entreprise pour les "ETI" élaboré par MIDDLENEXT.

Le Conseil d'Administration a pris connaissance des éléments figurant dans la rubrique "points vigilance" dudit code. Ce dernier considère que tous les points du code de gouvernance sont respectés.

### **I - MODE D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE ET LIMITATION ÉVENTUELLE DE SES POUVOIRS**

Lors du renouvellement des organes de Direction, le 17 juin 2014, le Conseil d'Administration a nommé le Président du Conseil, Philippe Maubert au poste de Directeur Général. Conformément aux statuts, Ce dernier est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Les mandataires sociaux sont actuellement les suivants :

M. Philippe MAUBERT, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général,

M. Christophe MAUBERT, Directeur Général Délégué et Administrateur, en charge de la Division Parfumerie,

M. Olivier MAUBERT, Directeur Général Délégué et Administrateur, en charge de la Division Arômes.

### **II - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **Président, Directeur Général**

M. Philippe MAUBERT, né le 28/01/1952 à Nice, de nationalité française.

Mandat renouvelé par l'AG du 17 juin 2014. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

#### **Administrateurs**

Mme. Catherine MAUBERT épouse CANOVAS-GUTTERIEZ, née le 11/01/1951 à NICE, de nationalité française.

Mandat renouvelé par l'AG du 17 juin 2014. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

M. Christophe MAUBERT, né le 03/07/1959 à NICE, de nationalité française.

Mandat renouvelé par l'AG du 17 juin 2014. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

M. Lionel PICOLET, né le 08/12/1956 à LYON, de nationalité française.

Mandat renouvelé par l'AG du 17 juin 2014. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

Mme. Isabelle MAUBERT, née le 03/01/1965 à CANNES, de nationalité française.

Mandat renouvelé par l'AG du 5 juin 2017. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Mme. Gilberte PINCON épouse LOMBARD, née le 10/07/1944 à NEUILLY-SUR-SEINE, de nationalité française.

Mandat renouvelé par l'AG du 5 juin 2017. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021. *Administrateur indépendant \**

Madame LOMBARD est également

Administratrice de CGC, société cotée à Paris et à New-York ainsi que présidente du comité d'audit et membre du comité HSE de cette société.

Administratrice de Vernet Retraite, société de gestion du PERP de HSBC France.

M. Alain MOYNOT, né le 30/10/1945 à BOIS-COLOMBES, de nationalité française.

Mandat renouvelé par l'AG du 5 juin 2017. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021. *Administrateur indépendant \**

Monsieur MOYNOT est également

Administrateur de la Société Financière de l'Odet et Président de son comité d'audit.

Associé gérant d'Almo finances, associé gérant de CSM Investissement, gérant de SCI MAG.

M. Olivier MAUBERT, né le 04/03/1965 à NICE, de nationalité française.

Mandat renouvelé par l'AG du 5 juin 2017. Mandat venant à échéance à l'issue de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

À l'occasion de la prochaine Assemblée Générale, il sera proposé la nomination de :

Madame Colette ROBERT, née le 14/08/1949 à Menton, de nationalité française. *Administrateur indépendant\**

Madame Colette ROBERT, docteur ès sciences physiques, a travaillé chez Laboratoires Virbac et Laboratoires Arkochim, mais surtout dans le Groupe Arkopharma dont elle a été la Directrice Générale de 1987 à 1998 puis la Présidente du Directoire de 1998 à 2008.

Madame Colette ROBERT, a également été présidente en 2007 et 2008 du SDCA, Syndicat de la diététique et des compléments alimentaires. Elle n'a plus à ce jour de mandat d'administrateur.

Madame Isabelle PARIZE, née le 16/06/1957 à Paris, de nationalité française. *Administrateur indépendant\**

Madame Isabelle PARIZE, diplômée de l'ESCP, a commencé sa carrière chez Procter & Gamble puis a travaillé chez Schwarzkopf & Henkel, Canal+ Group, Quest international, Mangas Gaming France, puis de 2011 à 2017 au sein de Douglas Group où elle a successivement été Directrice générale de Nocibé, General Manager pour le Groupe de la zone Europe Sud, pour finir Directrice générale du Groupe.

Madame Isabelle PARIZE est administratrice de Air France-KLM ainsi que de Auchan Retail International.

*Administrateur indépendant \* : Administrateur n'ayant aucun lien familial avec un mandataire social ou un actionnaire de référence, n'ayant jamais été ni mandataire social ni salarié de la société ou d'une société du Groupe, n'étant ni client, ni fournisseur ou banquier de la société ou du Groupe, n'ayant pas été auditeur de la société.*

Le Conseil d'Administration sera donc composé de 10 personnes dont 4 sont qualifiées d'indépendantes, et dont 5 d'entre elles sont des femmes, soit la moitié.

Les administrateurs sont nommés pour une durée de cinq ans.

Monsieur Xavier GIVAUDAN, qui a été pendant de nombreuses années membre du Conseil d'Administration de la société, a souhaité mettre un terme à son mandat qui a pris fin à l'issue de l'Assemblée Générale du 7 juin 2017.

### **III - TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration s'est réuni à 5 reprises en 2017, avec un taux de présence des administrateurs de 98 %.

La réunion de février a essentiellement pour but d'examiner les premiers éléments de l'exercice écoulé et les perspectives de l'exercice en cours ainsi que le rapport du comité d'audit sur le contrôle interne. C'est également au cours de ce Conseil qu'est fixée la rémunération des dirigeants, sur proposition du comité des rémunérations.

Les réunions d'avril et septembre ont principalement pour objet d'arrêter les comptes annuels et semestriels après avis du comité d'audit.

La réunion de décembre a pour principal objet d'examiner ou définir les principales orientations stratégiques de la société.

Les Commissaires aux comptes et les représentants du Comité d'entreprise ont assisté à toutes les réunions du Conseil qui se sont tenues en 2017.

Les Commissaires aux comptes et les représentants du Comité d'entreprise ont assisté à toutes les réunions du Conseil qui se sont tenues en 2017.



## IV – LES COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### LE COMITÉ D'AUDIT

Il est composé de deux membres

M. Alain MOYNOT qui en est le Président,  
Mme. Catherine CANOVAS-GUTTERIEZ ,

Le Comité d'Audit a pour missions essentielles :

- de procéder à l'examen des comptes annuels, semestriels ;
- d'examiner la pertinence et la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés ;
- d'examiner le périmètre de consolidation et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles certaines sociétés n'y seraient pas ou n'y seraient plus ;
- de s'assurer de la mise en place des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, de l'adéquation des missions menées par la société relatives à ces enjeux et des contrôles effectués sur les risques identifiés ;
- d'examiner les questions relatives à la nomination, au renouvellement ou à la révocation des Commissaires aux comptes de la Société ;
- de veiller au respect des principes garantissant l'indépendance des Commissaires aux comptes ;
- d'examiner les conclusions des Commissaires aux comptes et leurs recommandations, ainsi que les suites qui leur sont données.

Au cours de l'exercice 2016 , le Comité d'Audit s'est réuni quatre fois, en présence d'un représentant de la Direction Générale, de la Direction financière et des Commissaires aux comptes.

### LE COMITÉ DES RÉMUNERATIONS

Il est composé de

Mme. Gilberte LOMBARD qui en est la Présidente  
M. Xavier GIVAUDAN, jusqu'en juin 2017

La détermination de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ainsi que du Directeur Général adjoint est du ressort du Conseil d'Administration qui prend ses décisions après avis du Comité des rémunérations.

Les membres du Comité déterminent pour leur partie fixe et variable la rémunération des Dirigeants en s'appuyant sur des facteurs tant qualitatifs que quantitatifs en fonction des performances globales du Groupe et d'éléments objectifs de comparaison.

Le comité se réunit généralement deux fois par an, en février et avril, pour examiner les éléments constitutifs de la rémunération des dirigeants sur la base des performances relatives à l'exercice écoulé. Les éléments de rémunération des Dirigeants figurent dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Le comité se réunit généralement une fois par an, en février, pour examiner les éléments constitutifs de la rémunération des dirigeants sur la base des performances relatives à l'exercice écoulé.

## V – RÉMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### POLITIQUE DE VERSEMENT DES JETONS DE PRESENCE

Le mode de répartition des jetons de présence est fonction de la participation des administrateurs aux séances du Conseil d'administration à raison de 2 500 euros par conseil.

La rémunération des membres des comités est forfaitaire, quel que soit le nombre de conseils tenus dans l'année.

### JETONS DE PRÉSENCE ET RÉMUNERATIONS VERSÉS AUX ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DES COMITÉS

|                       | Jetons de présence | Comité d'audit | Comité de rémunération | TOTAL          |
|-----------------------|--------------------|----------------|------------------------|----------------|
| M. Xavier GIVAUDAN    | 7 500              |                | 2 500                  | 10 000         |
| Mme Gilberte LOMBARD  | 12 500             |                | 10 000                 | 22 500         |
| M. Alain MOYNOT       | 10 000             | 15 000         |                        | 25 000         |
| Mme Catherine CANOVAS | 12 500             | 7 500          |                        | 20 000         |
| Mme Isabelle MAUBERT  | 12 500             |                |                        | 12 500         |
| M. Philippe MAUBERT   | 12 500             |                |                        | 12 500         |
| M. Lionel PICOLET     | 12 500             |                |                        | 12 500         |
| M. Christophe MAUBERT | 12 500             |                |                        | 12 500         |
| M. Olivier MAUBERT    | 12 500             |                |                        | 12 500         |
| <b>TOTAL</b>          | <b>105 000</b>     | <b>22 500</b>  | <b>12 500</b>          | <b>140 000</b> |

## VI RÉMUNERATION DES DIRIGEANTS

### POLITIQUE DE RÉMUNERATION

La rémunération des dirigeants du Groupe est constituée de trois composantes : Une rémunération fixe, une rémunération variable et une rémunérations liée à la performance.

### RÉMUNÉRATION FIXE

Elle est déterminée par la combinaison de divers facteurs :

- Informations obtenues sur la rémunération des dirigeants d'autres groupes cotés réajustées par rapport à la taille de l'entreprise
- Rémunération des dirigeants ou cadres supérieurs des sociétés françaises ou étrangères du Groupe
- Historique du niveau de rémunération des dirigeants ayant eu un contrat de travail antérieurement.

Par ailleurs, une partie de la rémunération fixe est constituée de revenus provenant des filiales dans lesquelles certains dirigeants ont une activité opérationnelle.

## RÉMUNÉRATION VARIABLE

Celle-ci est définie en fonction de critères de performance individualisés qui prennent en compte

- Le résultat net du Groupe
- Les chiffres d'affaires, Groupe ou par divisions
- Les taux de marge nette ou les résultats de certaines filiales.

Cette rémunération est versée sur l'exercice suivant celui ayant servi aux critères d'attribution.

## RÉMUNÉRATION LIÉE À LA PERFORMANCE

Il s'agit d'actions gratuites dont le montant global attribué correspond à 2 % du résultat Groupe de l'exercice divisé par la moyenne des 5 derniers cours de bourse suivant la publication des résultats.

Cette pratique d'allocation sur une base long terme a été pratiquée depuis longtemps. Elle dépend donc des performances de l'entreprise et de l'évolution du cours de bourse.

## AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION

Hormis les éléments ci-dessus, il n'existe aucun autre élément de rémunération. Les dirigeants ne bénéficient donc pas ni de retraite chapeau, ni de *golden parachute* ni d'indemnité de non concurrence.

LE DÉTAIL DES RÉMUNÉRATIONS PERÇUES AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 EST LE SUIVANT :

| 1.1 - Philippe Maubert, Président Directeur Général                 | 2017                   | 2016           |
|---|------------------------|----------------|
| Rémunération fixe   |                        |                |
| · France  | 336 000 <sup>(1)</sup> | 333 846        |
| · Liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe    | 97 350                 | 99 099         |
| Rémunération variable   | 355 000                | 317 000        |
| Avantage en nature (véhicule)                                       | 14 640                 | 14 640         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>802 990</b>         | <b>764 585</b> |
| <b>Rémunération liée à la performance</b>                           |                        |                |
| Prime indexée * attribuée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 | 86 000                 | 192 500        |

(1) 350 000 euros annuels à compter du 01/07/2018.

| 1. - Lionel Picolet, Directeur Général Adjoint                      | 2017                   | 2016           |
|---|------------------------|----------------|
| Rémunération fixe   |                        |                |
| France  | 224 000 <sup>(1)</sup> | 223 136        |
| Liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe      | 26 550                 | 27 027         |
| Rémunération variable   | 210 000                | 185 000        |
| Avantage en nature (véhicule)                                       | 6 000                  | 6 000          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>466 550</b>         | <b>441 163</b> |
| <b>Rémunération liée à la performance</b>                           |                        |                |
| Prime indexée * attribuée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 | 60 000                 | 134 000        |

(1) 231 000 euros annuels à compter du 01/07/2018.

| <b>1.3 - Christophe Maubert, Directeur Général Délégué</b>          | <b>2017</b>    | <b>2016</b>    |
|---|----------------|----------------|
| Rémunération fixe   |                |                |
| États-Unis  | 350 465        | 359 190        |
| Liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe      | 11 500         | 11 500         |
| Rémunération variable   | 143 000        | 130 000        |
| Avantage en nature (véhicule)                                       | 5 500          | 5 500          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>510 465</b> | <b>506 190</b> |
| <b>Rémunération liée à la performance</b>                           |                |                |
| Prime indexée * attribuée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 | 60 000         | 134 000        |

| <b>1.4 - Olivier Maubert, Directeur Général Délégué</b>             | <b>2017</b>            | <b>2016</b>    |
|---|------------------------|----------------|
| Rémunération fixe   |                        |                |
| France  | 168 825 <sup>(1)</sup> | 167 326        |
| Liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe      | 11 060                 | 11 261         |
| Rémunération variable   | 131 000                | 117 000        |
| Avantage en nature (véhicule)                                       | 9 960                  | 9 960          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>330 805</b>         | <b>305 547</b> |
| <b>Rémunération liée à la performance</b>                           |                        |                |
| Prime indexée * attribuée au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 | 60 000                 | 134 000        |

(1) 175 000 euros annuels à compter du 01/07/2018.

\* Il s'agit du versement d'une prime instaurée avant 2016 en lieu et place de l'attribution d'actions gratuites. Le paiement de cette prime est étalé sur quatre ans et est indexée sur le cours de l'action Robertet. Le cours de référence, chaque année, étant la moyenne des 5 cours de bourse suivant la date de publication du premier communiqué sur les résultats de l'exercice.

LE DÉTAIL DES RÉMUNÉRATIONS VARIABLES ATTRIBUÉES SUR LA BASE DES RÉSULTATS DE 2017 EST LE SUIVANT :

| <b>Philippe Maubert, Président Directeur Général</b> | <b>2017</b> | <b>2016</b> |
|--|-------------|-------------|
| Rémunération variable                                | 401 000     | 355 000     |
| Actions de performance                               | 800         | 800         |

| <b>Lionel Picolet, Président Directeur Général Adjoint</b> | <b>2017</b> | <b>2016</b> |
|--|-------------|-------------|
| Rémunération variable                                      | 245 000     | 223 000     |
| Actions de performance                                     | 600         | 600         |

| <b>Christophe Maubert, Directeur Général Délégué</b> | <b>2017</b> | <b>2016</b> |
|--|-------------|-------------|
| Rémunération variable                                | 160 000     | 143 000     |
| Actions de performance                               | 500         | 500         |

| <b>Olivier Maubert, Directeur Général Délégué</b> | <b>2017</b> | <b>2016</b> |
|---|-------------|-------------|
| Rémunération variable                             | 150 000     | 131 000     |
| Actions de performance                            | 500         | 500         |

Il sera soumis au vote de l'Assemblée Générale du 5 juin 2018 les résolutions suivantes :

#### **Huitième résolution**

L'assemblée générale, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables, en raison de leur mandat aux Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués, tels que détaillés dans le rapport joint au rapport mentionné aux articles L.225-100 et L.225-102 du Code de commerce, présenté dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

#### **Neuvième résolution**

L'Assemblée générale, approuve les éléments de la rémunération due ou attribuée, en raison de leur mandat aux Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués, tels que détaillés dans le rapport joint au rapport mentionné aux articles L.225-100 et L.225-102 du Code de commerce, présenté dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

### **VI – DONNÉES BOURSIÈRES**

#### **Opérations réalisées sur les titres de la société par les dirigeants ou administrateurs et les personnes qui leur sont liées.**

Aucun mouvement n'a été déclaré en 2017.

#### **Informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique**

Il n'existe aucune action d'autocontrôle.

Un droit de vote double est dévolu à toutes les actions détenues au nominatif depuis au moins 5 ans. Le total des droits de vote double est de 1 013 887 dont 1 009 887, soit 99,61 % sont détenus par le Groupe familial Maubert.

#### **Franchissements de seuils**

Il n'y a eu aucun franchissement de seuil en 2017.

Cependant, International Value Advisers, a déclaré :

Avoir franchi à la baisse, le 5 janvier 2018, le seuil de 10 % portant sa participation à 9,91 % du capital et 6,63% des droits de vote,

Avoir franchi à la baisse, le 27 mars 2018, le seuil de 5 % portant sa participation à 6.98 % du capital et 4.85% des droits de vote.

## Relations avec les Investisseurs

Le site internet [www.robertet.com](http://www.robertet.com) comprend un volet destiné à la communication financière régulièrement mis à jour.

Il permet d'obtenir et de télécharger l'information financière du Groupe, communiqués, rapports financiers annuels et semestriels.

Les dirigeants rencontrent analystes et investisseurs chaque fois qu'il sont sollicités et participent chaque année à des réunions avec ces derniers, sur les places financières de Paris ou Londres.



# ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER 2017

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

---



---

ROBERTET



## ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2017

Monsieur Philippe MAUBERT

Président du Conseil d'Administration.

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans les comptes consolidés, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Grasse , le 25 avril 2018

Philippe MAUBERT

Président du Conseil d'Administration.



# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017



ROBERTET

COGEPARC  
Le Thélémos  
12 quai du Commerce  
69009 LYON

DELOITTE & ASSOCIÉS  
Les Docks, Atrium 10.4  
10, Place de la Joliette  
13002 MARSEILLE

ROBERTET  
Société Anonyme  
37 avenue Sidi- Brahim  
06130 GRASSE

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2017**

À l'Assemblée Générale de la société Robertet,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Robertet relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Mission de diagnostic des investissements informatiques chez Robertet USA par Deloitte & Associés.

## OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe P. « Changement de méthode » de la Note 1 « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif aux opérations de change.

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Point clé de l'audit

Réponse dans le cadre de notre audit

### Évaluation des titres de participation

Au 31 décembre 2017, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 109,7 millions d'euros. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Comme indiqué dans les notes "C. Immobilisations Financières" de l'annexe aux comptes sociaux, la valeur d'utilité est estimée par la Société en fonction d'une analyse multicritère tenant compte principalement de la quote-part des capitaux propres de la filiale, ou selon le cas, de la valeur de marché et des perspectives de rentabilité de la filiale considérée.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constitue un point clé de l'audit compte tenu du jugement exercé par la Direction dans son choix des éléments à considérer pour l'estimation de la valeur d'utilité de ces titres et en raison de leur importance significative dans les comptes sociaux.

Nos travaux ont consisté principalement à :

- Vérifier, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, que l'estimation de la valeur d'utilité des titres déterminée par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés ;
- Vérifier que la quote-part de capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ;
- Lorsque la valeur d'utilité des titres de participation a été déterminée en faisant référence à la valeur de marché et des perspectives de rentabilité, nous avons vérifié que les hypothèses retenues présentent un caractère raisonnable et qu'elles sont supportées par une documentation probante ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes "C. Immobilisations Financières" et "2.3. Immobilisations Financières" de l'annexe aux comptes sociaux.

## **VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels***

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part les observations suivantes :

- En application de la loi, nous vous signalons que votre société n'a pas procédé à la désignation d'un organisme tiers indépendant chargé de la vérification des informations sociales, environnementales et sociétales présentées dans le rapport de gestion, prévue par l'article L 225-102-1 du Code de commerce.

### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

## **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Robertet SA par l'assemblée générale du 12 avril 1996 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 8 juin 2010 pour le cabinet Cogeparc.

Au 31 décembre 2017, Deloitte & Associés était dans la vingt-et-unième année de sa mission sans interruption et Cogeparc dans la huitième année, dont respectivement vingt-et-une et huit années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient

mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

### ***Rapport au Comité d'audit***

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit, la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

à Marseille et à Lyon, le 28 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Anne-Marie MARTINI

COGEPARC

Anne BRION TURCK

COGEPARC  
Le Thélémos  
12 quai du Commerce  
69009 LYON

DELOITTE & ASSOCIÉS  
Les Docks, Atrium 10.4  
10, Place de la Joliette  
13002 MARSEILLE

ROBERTET  
Société Anonyme  
37 avenue Sidi- Brahim  
06130 GRASSE

## **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2017**

A l'Assemblée Générale de la société Robertet,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Robertet relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

- Mission de diagnostic des investissements informatiques chez Robertet USA par Deloitte & Associés

## **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Point clé de l'audit

Réponse dans le cadre de notre audit

### **ÉVALUATION DES GOODWILL**

Dans le cadre de son développement, le groupe a été amené à faire des opérations de croissance externe et à reconnaître plusieurs goodwill. Au 31 décembre 2017, leur valeur s'est élevée à 27,6 M€.

Ces goodwill, qui correspondent à l'écart entre le prix payé et la juste valeur des actifs et des passifs identifiable acquis à la date d'acquisition, ont été alloués à des unités génératrices de trésorerie (UGT), définies en fonction des domaines d'activité du groupe, soit les divisions Arômes, Parfumerie et Matières Premières.

La Direction s'assure lors de chaque exercice que la valeur des goodwill ne présente pas de risque de perte de valeur. Les modalités du test de dépréciation mis en œuvre, qui s'appuie sur la comparaison entre la valeur recouvrable et la valeur comptable de chaque UGT à laquelle les goodwill ont été affectés, ainsi que le détail des principales hypothèses retenues sont décrits en notes 1.7 "regroupement d'entreprise", 1.9 "perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés" et 2 "Goodwill" de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour les 3 UGT, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la valeur d'utilité calculée à partir de projections de flux de trésorerie actualisés.

Nous avons obtenu les derniers plans d'affaires de la Direction ainsi que les tests de dépréciation de chacune des UGT auxquels sont affectés les goodwill. Sur la base de ces informations, nous avons effectué un examen critique des modalités de mise en œuvre de la méthodologie retenue par la société et avons réalisé les procédures suivantes :

- Nous avons apprécié le caractère raisonnable des hypothèses clés retenues pour :
  - La détermination des flux de trésorerie au regard du contexte économique et financier dans le lequel le Groupe opère ;
  - Le taux de croissance perpétuel de ces flux, en le corroborant avec les analyses de marché externe.
- Nous avons vérifié, par sondages, les calculs et la cohérence de la structure des tests de dépréciation en nous appuyant sur les travaux de nos experts en évaluation ;
  - Nous avons apprécié le taux d'actualisation retenu par la Direction, en le comparant à notre propre estimation de taux, établi avec l'aide de nos spécialistes en évaluation ;
- Nous avons comparé les prévisions retenues pour les périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la fiabilité de l'établissement des données prévisionnelles ;



Le test de dépréciation effectué par la Direction sur les goodwill inclut dans chacune des UGT intègre une part importante de jugements et d'hypothèses de la Direction, portant notamment sur :

- Les flux de trésorerie futurs estimés pour chaque UGT, et en particulier les projections de ventes et les coûts futurs
- Les taux d'actualisation et les taux de croissance perpétuels utilisés pour la projection de ces flux. En conséquence, une variation de ces hypothèses est susceptible de modifier la valeur recouvrable de ces UGT.

Dans ce contexte, nous avons considéré que l'évaluation des goodwill affectés aux UGT constitue un point clé de l'audit

- Nous avons vérifié, par sondages,

l'exactitude arithmétique des tests de dépréciation réalisés par la société ;

- Nous avons obtenu et examiné les analyses de sensibilité effectuées par la Direction. Nous avons également effectué nos propres calculs de sensibilité, pour vérifier que seule une variation déraisonnable des hypothèses pourrait amener à devoir comptabiliser une dépréciation significative des goodwill ;
- Nous avons apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes 1.7 « regroupement d'entreprise », 1.9 « perte de valeur des goodwill et des actifs immobilisés » et 2 « Goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés

### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

#### *Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Robertet SA par l'assemblée générale du 12 avril 1996 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 8 juin 2010 pour le cabinet Cogeparc.

Au 31 décembre 2017, Deloitte & Associés était dans la vingt-et-unième année de sa mission sans interruption et Cogeparc dans la huitième année, dont respectivement vingt-et-une et huit années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

#### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention

des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au Comité d'audit**

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE)n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Marseille et Lyon, le 27 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS  
Anne-Marie MARTINI

COGEPARC  
Anne BRION TURCK

COGEPARC  
Le Thélémos  
12 quai du Commerce  
69009 LYON

DELOITTE & ASSOCIÉS  
Les Docks, Atrium 10.4  
10, Place de la Joliette  
13002 MARSEILLE

ROBERTET  
Société Anonyme  
37 avenue Sidi- Brahim  
06130 GRASSE

**Rapport des Commissaires aux Comptes**  
**sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre**  
**Exercice clos le 31 décembre 2017**

À l'Assemblée Générale de la société Robertet,

En notre qualité des commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-197-1 et L. 228.12 I du code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur le projet d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de votre société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer. Le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 10% du capital de la société.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 38 mois à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont notamment consisté à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'Administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi et à vérifier les informations fournies dans ce rapport sur les caractéristiques des actions gratuites existantes ou à émettre.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'Administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Marseille et Lyon, le 27 avril 2018.

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE é ASSOCIÉS  
Anne-Marie MARTINI

COGEPARC  
Anne BRION TURCK

COGEPARC  
Le Thélémos  
12 quai du Commerce  
69009 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIÉS  
Les Docks, Atrium 10.4  
10, Place de la Joliette  
13002 MARSEILLE

ROBERTET  
Société Anonyme  
37 avenue Sidi- Brahim  
06130 GRASSE

**Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions  
et engagements réglementés  
Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos  
le 31 décembre 2017**

À l'assemblée générale de la société Robertet,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé et conclu au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### .Avec la société MAUBERT SA

#### Convention portant sur un contrat d'animation de Groupe avec la société Maubert SA

**Administrateurs Communs** : : Monsieur Philippe Maubert, Président Directeur Général de Robertet SA et Président du Conseil d'Administration de Maubert SA, Monsieur Christophe Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil d'Administration de Maubert SA, Monsieur Olivier Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil d'Administration de Maubert SA, Madame Isabelle Maubert, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil d'Administration de Maubert SA, Madame Catherine Canovas, membre du Conseil d'Administration de Robertet SA et membre du Conseil d'Administration de Maubert SA.

**Nature** : Votre société a conclu avec la société MAUBERT SA un contrat d'animation de Groupe.

**Modalités** : la redevance est calculée sur le montant des frais engagés majorés d'une marge de 5%. La charge comptabilisée s'élève à 102,3 milliers d'euros hors taxes au 31 décembre 2017.

à Marseille et à Lyon, le 28 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Anne-Marie MARTINI

COGEPARC

Anne BRION TURCK

# GROUPE ROBERTET

---

## FRANCE

ROBERTET GRASSE  
37, avenue Sidi Brahim  
BP 52100  
06130 Grasse Cedex  
France  
www.robertet.fr  
E-mail : info@robertet.fr

## CHARABOT

10 Avenue Yves-Emmanuel Baudoin  
BP 22070  
06131 Grasse Cedex  
France  
E-mail : contact@charabot.fr

## ROBERTET PARIS

43 Rue du Colisée  
75008 Paris  
France

## SAPAD

26340 Vercheny

## HITEX SAS

56000 Vannes

## BIONOV

84900 Avignon

## FILIALES

### USA

Robertet Flavors Inc  
Robertet Fragrances Inc  
Robertet Fragrances Inc.  
New York Creative Center

### EUROPE

#### ALLEMAGNE

Robertet GMBH

#### ESPAGNE

Robertet España SA

#### GRANDE BRETAGNE

Robertet UK Ltd.,

#### ITALIE

Robertet Italia Srl

#### SUISSE

Robertet SA

### AMERIQUE DU SUD

#### ARGENTINE

Robertet Argentina

#### BRESIL

Robertet do Brasil Ind. e Com. Ltda

#### COLOMBIE

Robertet Andina S.A.S.

#### MEXIQUE

Robertet de Mexico s.a. de c.v.

### ASIE

#### TURQUIE

Robertet Gulyagi ve

Robertet Aroma ue esens

Istanbul

#### CHINE

Robertet Flavors & Fragrances  
(Beijing) CO., LTD.

#### INDE

Robertet Flavours & Fragrances Pvt. Ltd.  
Robertet Goldfield India

#### JAPON

Robertet Japan

#### VIETNAM

Robertet Vietnam  
Representative Office  
Hochiminh City

### AFRIQUE

#### AFRIQUE DU SUD

Robertet South Africa Aromatics Ltd.

